

La Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire — Section Belge de la IVe Internationale (Trotskyste)

Première année — No 1

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

Septembre 1962

Pour une direction révolutionnaire du mouvement ouvrier

En dépit du développement et de la prospérité de l'économie belge ces dernières années, l'impérialisme belge connaît une crise croissante de son influence intérieure et internationale. La crise congolaise n'a pas seulement signifié une perte de puissance et d'influence mais une perte de prestige et d'autorité, le passage de la vision paternaliste traditionnelle de l'impérialisme belge à la vision sanglante de l'alliance et de la protection de TSOBE, de l'Union Minière, des forces les plus réactionnaires. Au Ruanda-Urundi, cette érosion des positions de l'impérialisme belge a été mise en évidence ainsi que la perte rapide de son influence.

Sur le plan intérieur, la stabilité économique n'a donné ni stabilité politique ni stabilité sociale. La Grande Grève de 1960-1961 qui a secoué le capitalisme montre que la stabilité n'a pas démobilisé la classe ouvrière, que celle-ci maintient son entière indépendance, ses positions, ses organisations, sa force de classe, sa décision, sa défiance et son opposition au capitalisme belge et son « miracle économique ». En plein cœur du Marché Commun, cette grève fut une démonstration de maturité politique pour le pouvoir prolétarien. Le développement de l'économie, l'augmentation de la production et de la productivité n'ont pas signifié une augmentation parallèle du niveau de vie. La loi unique a visé à légaliser cette situation, dans laquelle la classe ouvrière belge faisait les frais de la prospérité capitaliste, de la politique capitaliste, de la préparation à la guerre. Le capitalisme belge comme l'impérialisme mondial cherche la base de ses forces politiques et sociales dans la concentration de ses moyens de préparation de la guerre atomique contre les Etats ouvriers et la révolution coloniale. L'axe de sa politique c'est la concentration internationale des moyens économiques, sociaux, politiques et militaires de l'impérialisme au sein de l'OTAN et du Marché Commun pour la préparation de la guerre. En dépit de tous ses efforts, le grand capital belge n'a pu associer les masses à la guerre coloniale et à la préparation de sa guerre. Au moment des plus grandes difficultés de l'impérialisme belge avec la révolution congolaise, les masses belges se levèrent dans un mouvement de lutte dont l'importance n'avait pas été égale depuis des années, montrant ainsi leur non association avec le capitalisme. Seuls des groupes isolés d'extrême-droite se sont formés sur la dé-

route de l'impérialisme au Congo dans l'hystérie anti-communiste.

C'est la collaboration directe du P.S.B. qui a permis de poursuivre cette politique. Ses dirigeants sont les exécutants directs de la politique militaire (OTAN), économique (Marché Commun), colonialiste (Spaak au Ministère des Affaires Extérieures), du grand capital.

D'autres couches sociales qui, jusqu'à présent constituaient une solide base sociale du grand capital belge, comme les paysans, se mobilisent contre le nouvel équilibre politique et social imposé par le propre processus de concentration capitaliste.

Le processus de maturation de la classe ouvrière et des divers secteurs exploités de la population ne s'est pas arrêté avec la fin de la grande grève. Au sein des masses, mûrit le processus de défiance envers les directions politiques et syndicales réformistes, envers les leaders parlementaires socialistes. Le développement du M. P.W. après la grande grève, exprime la défiance de larges secteurs envers la direction socialiste, reflète la poussée vers un changement de l'orientation de la direction ouvrière. La structure traditionnelle du mouvement ouvrier belge est en crise. Un processus de transformation a commencé, il s'est exprimé dans les grèves et les mobilisations contre les directions du P. S.B.; il cherche les moyens d'une expression politique.

Le rôle du renardisme a été de contenir et de dévier cette poussée, cette recherche d'un changement, de freiner les luttes des ouvriers dans la grève, puis de dévier leur lutte pour le socialisme et le pouvoir ouvrier vers le fédéralisme et les « réformes de structure » du « Mouvement Populaire Wallon ». La lutte révolutionnaire des masses contre le capitalisme belge fut déviée en une lutte petite-bourgeoise néo-réformiste et autonomiste qui offrit au grand capital l'opportunité de se donner une base sociale « linguistique » contre l'avant-garde du prolétariat belge, d'épuiser la lutte sans que celle-ci trouve une issue et d'éviter qu'elle ne se convertisse au niveau de la direction nationale en un puissant mouvement anti-capitaliste et révolutionnaire.

C'est pour cela que cette masse d'un million d'ouvriers qui, durant la grande grève, se présenta comme une force sociale et politique capable de donner un centre à la lutte pour le pouvoir ouvrier et le socialisme en Belgique fut orienté par le renardis-

me et le M.P.W. à n'être qu'un simple « groupe de pression » à se neutraliser comme direction révolutionnaire. Les « réformes de structure » deviennent compatibles avec le réformisme traditionnel du P.S.B., et le fédéralisme avec la monarchie et le capitalisme.

Cette situation sans issue qu'offre le M.P.W. entre en opposition avec des couches toujours plus grandes du prolétariat qui cherche un réel instrument politique de lutte.

La mort de Renard a mis cette crise en pleine évidence, a ouvert le commencement d'une crise de direction dans le mouvement ouvrier belge. Il ne s'agit pas de pourvoir le poste laissé vacant par la mort de Renard que l'on couvre d'éloges, comme le pensent les Gailly, les Genot, et « La Gauche » qui prétendent que le processus de différenciation dans le mouvement ouvrier belge est le résultat de l'action de Renard. Tous autant qu'ils sont, ne voient pas que Renard n'a fait qu'essayer de canaliser et de contenir un processus de maturation et de rébellion du mouvement ouvrier belge.

Le processus de développement et de mûrissement politique de la classe ouvrière belge est alimenté par la mobilisation des paysans et l'entrée en lutte d'autres secteurs sociaux, par les défaites internationales de l'impérialisme dans son ensemble et de l'impérialisme belge en particulier devant la révolution coloniale, le développement des Etats ouvriers, et l'ascension révolutionnaire des masses d'Europe (Espagne, Italie, Angleterre, France).

La classe ouvrière reprend l'initiative depuis la base, face au capital et aux directions syndicales et politiques. La formation de comités d'usine qui regroupent tous les ouvriers de l'entreprise est une exigence immédiate pour pousser la lutte en avant.

Les conditions pour le développement d'une puissante tendance marxiste-révolutionnaire dans le mouvement ouvrier, dans les syndicats, au sein même du P.S.B. et du P.C.B. sont mûres. Il est nécessaire de donner une réponse claire, marxiste, à ce processus de maturation, à cette volonté de changement. Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste), section belge de la IVe Internationale et son journal « LA LUTTE OUVRIERE » se propose de mener avec toutes ses forces cette lutte au sein du mouvement ouvrier belge, comme la IVe Internationale la mène dans tous les autres pays.

Pour une issue révolutionnaire du M.P.W.

Au cours de la grande grève 1960-61, le mouvement ouvrier belge a manifesté à diverses reprises sa méfiance à l'égard des directions traditionnelles et son hostilité à la politique capitaliste et sans perspective de celles-ci.

Bousculant et débordant ces directions, le prolétariat exprimait à sa façon son aspiration à un changement radical du système politique et social du pays, au renversement de la monarchie et son remplacement par une république socialiste.

Il amorçait la rupture avec la vieille direction socialiste qui freinait et sabotait son action, et s'efforçait ainsi de créer les conditions de son remplacement par une direction capable d'esquisser l'orientation révolutionnaire qui lui donnerait les moyens de faire face à l'appareil de répression de l'Etat bourgeois et d'engager la lutte pour le pouvoir.

C'est avec cette optique révolutionnaire et anti-capitaliste que le prolétariat wallon a rallié en masse le M.P.W. au sortir de la grande grève, confirmant ainsi son hostilité envers le P.S.B. et la fraction de la direction syndicale la plus compromise au cours du conflit.

Mais en fondant le M.P.W., la direction renardiste n'avait, elle, d'autre but que de canaliser à son profit le profond mécontentement des masses et d'empêcher précisément, qu'il ne débouche sur une voie révolutionnaire et anti-capitaliste. C'est ainsi que le M.P.W. se proclama de tous les citoyens de « bonne volonté », sans distinction de classe ni de parti, et que son programme sur le fédéralisme et les réformes de structure s'inscrit dans la ligne réformiste, impuissante et sans perspective, des voies parlementaires dans le cadre des institutions bourgeoises.

Déjà, au cours de la grande grève qu'elle subit et freina bien plus qu'elle n'appuya, cette direction s'était résolument prononcée contre la marche sur Bruxelles et contre tout affrontement avec l'appareil d'Etat bourgeois, se refusant à poser la question du pouvoir et rejoignant sur le fond la droite réformiste si exécrée. A aucun moment d'ailleurs, elle ne tenta d'organiser et d'orienter sérieusement les masses en fonction de leurs aspirations anti-capitalistes et des impératifs révolutionnaires de la lutte, s'employant uniquement à utiliser la mobilisation du prolétariat pour faire pression et exercer un chantage médiocre sur la bourgeoisie, dans l'espoir de l'amener à se montrer « raisonnable » et accepter de composer. Cet espoir basé sur une conception réformiste de la lutte et de ses objectifs devait s'avérer vain, et il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, étant donné l'importance décisive de l'enjeu qui exigeait l'unification et la mobilisation révolutionnaire, intransigeante et audacieuse, de toutes les forces du prolétariat belge, que la lutte soit organisée à partir de chaque coron, de chaque usine, de chaque région et centralisée nationalement, que la classe ouvrière constitue ses propres milices, occupe les charbonnages, les usines et autres entreprises, et se rende maîtresse de la rue, qu'elle organise une vie nouvelle

et ouvre des perspectives sérieuses lui permettant d'entraîner derrière elle la petite paysannerie et toute la population laborieuse, pour disputer le pouvoir à l'appareil de l'Etat bourgeois et lui substituer son propre pouvoir de classe et son gouvernement ouvrier-paysan.

La bourgeoisie saisit très bien le sens de la grève, la portée de la lutte. Elle comprit rapidement que c'était la continuité même du régime capitaliste qui était menacée, compromise. C'est pourquoi, demeurant intransigeante, sourde aux appels, aux supplications, aux « menaces » et autres fanfaronnades de ses valets réformistes, fussent-ils de droite ou de gauche, elle se montra si brutale, mobilisa toutes ses ressources et déploya à grands frais tout son appareil de répression.

Pour masquer son impuissance et son manque de perspective, pour tenter de sauver la face et d'esquiver ses propres responsabilités, le renardisme ne trouva rien de mieux que de soulever d'une façon très intempestive des questions spécifiquement wallonnes, déviation recherchée de la lutte de classe en vue de régionaliser et de fausser la nature du conflit pour détourner les masses des objectifs révolutionnaires qu'elles s'étaient spontanément assignés et les immobiliser sur une voie de garage.

Cette manœuvre défaitiste et criminelle, favorisée par la passivité complice de la gauche dans son ensemble, devait briser la solidarité active du mouvement gréviste dans le pays, plonger dans la confusion et le découragement les travailleurs flamands et anéantir leurs efforts en vue de maintenir et de consolider leur lutte; elle devait aussi conduire les travailleurs wallons à l'impasse et à la défaite. Elle est le résultat du manque de confiance de ces directions fortement bureaucratiques et à mentalité petite-bourgeoise, dans la capacité combattive et créatrice du prolétariat.

C'est cette même tactique de pression et de chantage en vue d'un compromis avec la bourgeoisie, de refus de mobilisation révolutionnaire du prolétariat, qui a fait ses preuves d'absurdité, d'impuissance et de défaitisme dans le passé, qui nous est encore proposée à présent par la direction du M.P.W. (aujourd'hui comme hier suivie et appuyée par la gauche socialiste) pour résoudre les mêmes problèmes fondamentaux qui s'étaient posés déjà lors de la grande grève.

Comme on le voit, il y avait déjà dès le départ un décalage fondamental entre les raisons qui ont incité la direction renardiste à fonder le M.P.W. et celles qui ont poussé les travailleurs à lui accorder leur appui.

Ce divorce, entre les perspectives du sommet et les aspirations de la base ne fait que s'aggraver. Et les travailleurs commencent à s'apercevoir qu'on les conduit une fois de plus sur une voie de garage, que même si certaines réformes de structure et fédéralistes étaient obtenues, il ne pourrait s'agir en l'occurrence que de réformes très timides et déluées, sans aucune efficacité, puisque le renardisme ne veut les concevoir que dans le cadre d'un arrangement avec la bourgeoisie, puisqu'elles ne pourraient résulter que du bon vouloir du Parlement soumis aux ordres des banquiers et devraient recevoir l'agrément du grand capital et la bénédiction de la monarchie. On voit clairement que ce ne sont là que des objectifs de façade destinés à tromper la volonté combattive des masses et à les maintenir sous la houlette réformiste.

Tout mouvement qui ne parvient pas à s'inscrire dans la marche de l'histoire et à trouver une orientation claire qui le lie chaque jour davantage avec sa base et qui lui permette d'avancer, d'enregistrer des succès positifs et de remplir effectivement sa mission, condamne ses militants et ses cadres à la paralysie et à la démoralisation, et est voué irrémédiablement à la décomposition. Le processus est parfois lent, parfois rapide, mais l'échec est toujours certain. Le M.P.W. est en passe de subir une crise de ce genre et il ne pourra la surmonter qu'en optant pour la politique et l'action de classe révolutionnaires et dynamiques, conformes aux intérêts historiques du prolétariat.

Il ne peut y avoir de véritable solution aux problèmes politiques, écono-

miques et sociaux des communautés flamandes et wallonnes que dans le cadre d'une lutte généralisée, intransigeante et implacable contre le système capitaliste, car il n'y a pas de capitalisme spécifiquement wallon ou flamand, il n'y a qu'un capitalisme qui exploite et opprime indistinctement travailleurs flamands et wallons, qui est responsable des maux que nous connaissons et intéressé à les perpétuer pour se maintenir. C'est ce capitalisme qu'il faut abattre et non rajeunir, comme le renardisme, et autres « gauchistes » s'imaginent présomptueusement de pouvoir le faire.

Il faut entreprendre dès maintenant une lutte active au sein du M.P.W. pour y dégager une tendance marxiste-révolutionnaire solidement enracinée dans les usines, les charbonnages, les bureaux, les services publics et autres entreprises, et qui fera revivre ce que les ouvriers voulaient au cours de la grande grève et en lui apportant leur soutien, c'est-à-dire une perspective beaucoup plus claire et audacieuse qui va résolument au-delà des objectifs réformistes fixés par le renardisme, une perspective révolutionnaire qui débouche sur la prose de pouvoir par le prolétariat et l'instauration d'un Etat Ouvrier en Belgique.

Tant au sein du M.P.W., des syndicats et des partis ouvriers, que comme courant indépendant, dans le mouvement ouvrier, la tendance marxiste-révolutionnaire progressera avec un programme qui développe la force, la confiance en elle-même et l'initiative de la classe ouvrière et qui remette en cause la gestion capitaliste de la société.

IL FAUT LUTTER :

- pour la dissolution de l'armée, la suppression du budget militaire au bénéfice d'œuvres utilitaires, la reconversion des industries de guerre en vue du développement de la production au bénéfice de la consommation populaire; pour la rupture avec tous les traités militaires.
- occuper et exproprier sur le champ toute entreprise qui voudrait fermer ses portes et la mettre en marche sous gestion et contrôle ouvriers.
- pour l'étatisation des industries et des banques, pour la gestion et le contrôle ouvriers des entreprises nationalisées.
- pour l'unification du mouvement ouvrier; pour la formation de comités d'usine avec la participation de tous les ouvriers dans chaque entreprise.
- pour la semaine de 40 heures puis de 36 heures; la généralisation des 3 semaines de congé payé; les services médicaux et pharmaceutiques gratuits; la pension unique, égale pour tous à 75 % du salaire moyen; la suppression de l'impôt pour les revenus modestes.
- pour un salaire Minimum Vital en rapport avec l'augmentation de la production et de la productivité; pour l'Echelle Mobile des salaires.
- pour le pré-salaire aux étudiants issus de la classe ouvrière, de la petite paysannerie, des petits commerçants et artisans.
- pour l'unité d'action de la classe ouvrière avec les paysans sur un programme de réforme agraire et de collectivisation agricole; pour l'élimination du grand commerce intermédiaire accapareur et l'organisation sous contrôle ouvrier et paysan de la récupération et de la distribution des produits agricoles afin d'améliorer la situation du paysanat tout en réduisant les prix à la consommation.
- pour que les ressources utilisées pour la guerre soient mises par l'Etat au service du développement des régions arriérées.
- pour le droit des communautés flamandes et wallonnes à se gouverner elles-mêmes librement.

Il faut relier l'ensemble de ces revendications à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste), section belge de la IVe Internationale renoue avec les traditions de lutte intransigeante du Trotskyisme

Appel de la Conférence

Une Conférence Extraordinaire de la IVe Internationale s'est tenue au mois d'avril sous la direction du Bureau Latino Américain, pour discuter et résoudre la crise de croissance de la IVe Internationale et ouvrir une nouvelle étape de son développement.

La conférence a approuvé différents documents, a élu un Comité Exécutif International provisoire et a décidé de convoquer la VIIe Congrès (Extraordinaire) de la IVe Internationale. Elle a décidé la réorganisation des sections en Europe et dans d'autres parties du monde, étant donné la capitulation de l'ancienne direction qui menait à la liquidation du trotskisme dans ces pays et la création de nouvelles sections.

Les résolutions de cette conférence sont à la disposition de nos lecteurs qui peuvent les demander à l'adresse du journal.

Ci-dessous, nous publions l'Appel adressé par la Conférence aux militants trotskistes, auquel les trotskistes belges ont répondu avec la constitution du Parti Ouvrier Révolutionnaire.

**

La Conférence extraordinaire de la IVe I. tenue sous la direction du Bureau Latino-Américain, adresse cet appel à tous les militants et cadres bolchéviques de l'Internationale en Europe, Asie et Afrique. Nous le faisons au moment où nous prenons la décision historique d'assumer la direction provisoire de l'Internationale.

La tenue de cette conférence extraordinaire, sous la direction du BLA, ainsi que les résolutions adoptées revêtaient un caractère d'urgence et impérieuse nécessité pour la vie même et la continuité de l'Internationale. Nous étions en effet arrivés à une étape critique du processus de décomposition du secteur conservatisé de la direction de l'Internationale. Ce secteur sceptique, démoralisé, vacillant, écrasé par la pression des événements mondiaux, paralysait de façon criminelle la vie et l'activité de l'Internationale. C'est en cela qu'a consisté l'étape critique de la crise de croissance de l'Internationale. Il était urgent, historiquement et concrètement nécessaire, de prendre les mesures qui s'imposaient et d'ouvrir la voie au dépassement de cette crise de croissance. Ceci pour que l'Internationale puisse se développer mondialement, en fusionnant avec les nouveaux et croissants développements de la révolution coloniale, de la révolution politique dans les Etats ouvriers, de la révolution mondiale. C'est dans cet esprit que s'est tenue la Conférence extraordinaire de la IVe Internationale sous la direction du BLA.

VIOLATIONS DES DECISIONS DU 6e CONGRES MONDIAL

En violant d'une façon bureaucratique la résolution du 6e C.M. d'intégrer au S.I. une majorité coloniale, le secteur conservatisé, capitulard et liquidationniste des Germain, Frank, Livio, Pablo, Sal, Edouard et Renée a paralysé la direction de l'Internationale. Résistant à cette tendance capitularde, la délégation latino-américaine dirigée par le BLA a défendu au 6e C.M. la stratégie d'application des forces essentielles du Parti Mondial sur la scène de la révolution

coloniale. Le Congrès a adopté cette conception stratégique et s'est donné un CEI et un SI avec majorité coloniale afin d'appliquer cette conception d'une façon dynamique. Durant un an, le secteur capitulard ne fit rien de sérieux pour intégrer cette majorité coloniale et alla jusqu'à prendre la résolution de maintenir la direction telle qu'elle était de fait (les « coloniaux » y étaient minoritaires). Ainsi fut violée la résolution du 6e CM, par des manœuvres bureaucratiques avec lesquelles s'associe aujourd'hui le liquidationniste Pablo, comme en témoigne sa lettre ouverte de mars 1962 disant que dans la prochaine direction internationale, les coloniaux seraient « bien » représentés !...

Pendant qu'ils agissaient ainsi, usurpant une supposée majorité à la direction de l'Internationale, ce groupe capitulard et liquidationniste a maintenu dans la plus complète paralysie la vie politique de l'Internationale. Il a freiné son développement, alors que jamais notre mouvement n'a connu de conditions aussi favorables dans son histoire aggravant ainsi la crise de croissance que se manifeste depuis le 6e Congrès Mondial.

LE BUREAU LATINO-AMERICAIN MAINTIENT LA CONTINUITE REVOLUTIONNAIRE DE L'INTERNATIONALE

Devant le silence de ce secteur de l'ex-direction sur les problèmes fondamentaux du monde, le Bureau Latino-Américain a dû se prononcer pour maintenir vivante l'orientation de l'Internationale, et prendre les résolutions pour maintenir la continuité de l'action de l'Internationale.

Le BLA a adopté des résolutions sur les problèmes clés et entre autre sur les accords d'Evian, sur le différend sino-soviétique, sur la guerre atomique et les essais nucléaires de l'URSS, sur l'agression de l'impérialisme yankee contre l'Etat ouvrier cubain, sur le XXIIe Congrès du PCUS, sur les récents accords entre le GPRP et la France, sur l'expulsion d'Escalante, etc. Dans chaque cas, le BLA a maintenu les conceptions du marxisme révolutionnaire de la IVe Internationale. Le groupe liquidationniste a empêché l'Internationale d'intervenir sur les événements fondamentaux. Et quand il le fit, ce fut dans le plus évident esprit capitulard, comme dans le cas du XXIIe Congrès. Il a abandonné la ligne intransigeante de la lutte révolutionnaire pour abattre l'impérialisme au cours d'un processus où le règlement de comptes final sera inévitablement la guerre atomique, suivie par le développement et le triomphe mondial de la révolution prolétarienne. Ces capitulards ont avancé des positions, déjà ébauchées au 6e CM., comme celle de l'« holocauste nucléaire » (1), de la condamnation des essais atomiques de l'URSS. Pablo les a exprimées ouvertement en s'opposant au droit des Etats ouvriers à se préparer pour se défendre de l'impérialisme qui prépare la guerre atomique.

Un des thèmes sur lesquels s'est développée la Conférence Extraordinaire fut : **Le bolchévisme à cette époque est celui qui se prépare à affronter avec ses conséquences, le règlement de comptes final par la guerre atomique que prépare le capitalisme contre la révolution socialiste et les Etats ouvriers.**

Le groupe Germain-Livio-Pierre-Pablo-Sal-Edouard-Renée a sur ce point capitulé. Il exprime la panique de l'opinion publique petite bourgeoise devant la guerre. Il dénie à l'URSS son droit, comme Etat Ouvrier, de faire des essais nucléaires pour se préparer à se défendre de la guerre atomique y compris en attaquant le premier l'impérialisme. Sur ce problème capital du déroulement des rapports de forces internationaux, la Conférence Extraordinaire a approuvé à l'unanimité une résolution politique internationale, et un manifeste du 1er mai dans lesquels est précisée clairement la stratégie de la Quatrième Internationale en face de la guerre atomique.

Pierre SAMUEL.

Extraordinaire de la IV^{ème} Internationale

L'état d'esprit des capitulateurs, démoralisés, écrasés devant le déroulement des événements, devant les perspectives du règlement de comptes final qui les terrorisent et leur font perdre confiance dans l'avenir communiste les portent sur le terrain organisationnel à l'abandon des principes bolchéviques, à une attitude molle, hybride, éclectique sur la conception bolchévique du militant et du Parti. Ils prennent une attitude centrifuge sur l'Internationale, cherchant des alliés dans l'ex-section ceylanaise pourrie qui les appuie et appuie le gouvernement bourgeois de Banderanaïke, ou dans le SWP qui n'a rien à voir avec le trotskisme ni même avec le marxisme.

Ce sont des capitulards ceux qui affirment qu'aujourd'hui il y a peu de divergences avec le SWP ! Ce sont les mêmes, qui ont paralysé la direction de l'Internationale, prenant la décision de « dissoudre » le BLA, la partie la plus vive, la plus mûre et la plus consciente de l'Internationale, et de suspendre du CEI les camarades **Luis, Ortiz, Lucéro et Miranda**. Nous avons là une expression achevée du liquidationnisme. Ce sont ces mêmes liquidateurs qui continuent aujourd'hui après la trahison par le groupe **Germain** de l'héroïque grève du prolétariat belge, à considérer ce groupe comme section de l'Internationale. Nous rejetons qu'il y ait aucune section de l'Internationale en Belgique !

Ce problème de la conception bolchévique du Parti fut l'un des problèmes-clés qui nous séparèrent au 6e C.M. Il faut construire des sections bolchéviques en Belgique et en Europe. Il faut construire l'Internationale bolchévique en Europe, en Asie, en Afrique : la IVe Internationale. Il est urgent d'impulser cette tâche historique. Cela est exigé du trotskisme et de la IVe Internationale par le cours ascendant et mondial de la Révolution, par les événements qui se précipitent et auxquels nous aurons à faire face dans le monde entier.

LA VOIE REVOLUTIONNAIRE EST AUJOURD'HUI TROTSKISTE

Camarades,

Les masses coloniales triomphent ou se préparent à triompher dans de nouveaux Etats ouvriers. Des millions d'exploités se lancent dans l'action révolutionnaire avec un profond esprit de victoire. Dans les Etats ouvriers, en commençant par l'URSS, d'immenses forces alimentent l'expansion de la Révolution Politique qui, jointes à celles de la Révolution Coloniale impriment et imprimeront leurs effets dans l'arène des pays métropolitains depuis l'Europe jusqu'aux Etats-Unis. Ces effets se font déjà ressentir vigoureusement en France, en Italie, au Portugal, en Espagne.

Le trotskisme sous une forme ou une autre est présent dans chacune de ces situations. Les masses réclament dans leurs actions et nécessitent de plus en plus l'activité organisée de la IVe Internationale. Dans cette situation, les capitulards et les liquidationnistes transmettent à l'intérieur de notre mouvement les sentiments de terreur de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Ils développent une ligne idéologique et politique d'opposition inconciliable avec celle de l'Internationale. Incapables de maintenir la continuité dans la pensée et dans l'action, ils adoptent une attitude arrogante, qui exprime leur mépris pour le mouvement révolutionnaire des masses des pays arriérés. C'est ça le sens de la lettre ouverte du liquidateur **Pablo**, sur laquelle la Conférence Extraordinaire a adopté une résolution spéciale. Ce sentiment est également clair dans la décision de dissoudre le BLA et de suspendre de la direction Internationale les cadres qui faisaient partie de la minorité coloniale et qui se sont toujours battus pour maintenir vive, l'activité de l'Internationale.

Telle est la voie prévisible pour tous ceux qui se refusent à construire de véritables partis bolchéviques, et à fonder leur vie dans sa totalité à la conception bolchévique du Parti, ce qui est l'unique manière pour fusionner et organi-

ser l'action des masses.

A cette étape vivante et dynamique du processus de la révolution permanente à l'échelle mondiale les directions révolutionnaires et les cadres révolutionnaires qui arrivent à comprendre politiquement ce processus, et ne sont pas capables d'organiser l'action des masses en se fondant à elles n'ont aucun appui historique concret; ils s'appuient sur le vide et finissent par y tomber.

IMPULSION ET FORCE DU DEVELOPPEMENT DE LA IVe INTERNATIONALE

Cette Conférence Extraordinaire de la IVe Internationale, réalisée sous la direction du Bureau Latino-Américain, a pris la résolution historique de se constituer en direction provisoire de l'Internationale jusqu'au Congrès Mondial Extraordinaire qu'il convoquera. Elle a été tenue avec la convection profonde que cette décision répond à la compréhension objective du processus mondial, avec la résolution de maintenir la continuité de la IVe Internationale avec la conscience d'agir, comme en Amérique Latine où notre mouvement mondial gagne de jour en jour de nouvelles forces et de nouvelles positions, en fusionnant avec les masses révolutionnaires. Il a remporté dans les deux derniers mois, de nouveaux triomphes, comme celui du Front électoral de classe réalisé au Pérou, de Fertiza, des Industries réunies et de la Fédération des Mineurs (35.000 ouvriers). En Argentine lors des dernières élections, le Parti ouvrier (trotskiste) a obtenu dans seulement trois districts 15.000 voix en dépit de l'énorme polarisation de forces des masses péronnistes qui ont voté pour le « travailisme » afin de battre le gouvernement et en dépit de la répression menée contre le Parti trotskiste. En Bolivie, le Parti Ouvrier Révolutionnaire gagne constamment de nouvelles positions syndicales, particulièrement chez les mineurs. Au Chili, nos positions s'affirment dans l'aciérie de Huachipato (4.000 ouvriers) et dans le Parti socialiste, par la réalisation d'un audacieux travail entriste. Au Brésil, en Uruguay, au Mexique à Cuba, le développement du trotskisme est important. En République Dominicaine, les bases de la construction d'une nouvelle section ont été posées. Nous sommes convaincus et nous le disons, qu'une action audacieuse, en Asie, en Afrique et en Europe, théoriquement et politiquement consciente de la réalité et des tâches, trempée dans la résolution de la lutte pour le pouvoir, décidée à organiser l'activité de la classe, aura la possibilité dans de courts délais de se mettre à la tête ou de partager avec d'autres tendances la direction du processus des masses révolutionnaires ou de fusionner avec les courants les plus agressifs et les plus politisés, décidés à avancer.

Camarades, c'est avec cette conviction, que nous avons décidé de maintenir vive et dynamique l'action de l'Internationale. Nous ne faisons que poursuivre la lutte que nous avons menée depuis notre origine pour le développement et la maturation bolchévique de l'Internationale. Aujourd'hui, pour maintenir la continuité de cette lutte, qui se confond et fusionne avec le maintien de la propre activité de l'Internationale, nous avons pris cette résolution. Voilà la seule voie pour surmonter la crise de croissance de l'Internationale, dans sa seule forme possible : **La fusion avec le mouvement des masses tel qu'il est dans chaque pays, l'action décidée pour appliquer nos forces essentielles au sein du processus de la révolution coloniale, particulièrement en Amérique Latine, épicerie de la révolution coloniale mondiale, et où nous pourrions prendre la tête des mouvements de masse et aussi de la révolution.**

CONVOCATION DU 7e CONGRES MONDIAL

C'est avec cette conviction que nous convoquerons le Congrès Mondial extraordinaire, qu'il sera ouvert aux cadres de toutes les sections de l'Internationale.

En lançant cet appel, nous encourageons tous les cadres et militants bolchéviques de la IVe Internationale, en Europe, en Asie, en Afrique, à intensifier l'action révolutionnaire militante de l'Internationale sur ces continents. Nous les encourageons à donner la bataille contre les liquidateurs à se disposer ainsi à participer à la préparation du Congrès Mondial. Ils doivent soutenir la ferme résolution, l'élan invincible de la IVe Internationale, du mouvement trotskiste latino-américain, du Bureau latino-américain, de la direction provisoire de l'Internationale. Celle-ci s'est décidée à mettre fin à la crise de croissance, en revivifiant la direction de l'Internationale sur la base des résolutions du 6e Congrès Mondial et de cette conférence extraordinaire pour mener une action dynamique dans le monde entier.

Avec cette Conférence extraordinaire s'ouvre l'étape d'impulsion mondiale du développement de la IVe Internationale.

Avril 1962.

Conférence Extraordinaire de la IVe Internationale.

(1) Ou comme le fait Germain dans un article de France-Observateur où il se déclare d'accord avec la position de la direction Kennedy qui est sensible à la propagande pacifiste de certains milieux libéraux qui désirent sincèrement négocier avec les Russes. Là, Germain capitule et avance de plus en plus sur le chemin qui mène à l'acceptation de la politique de coexistence pacifique.

L'agitation paysanne

Divers secteurs de la campagne belge sont agités par de puissantes démonstrations paysannes nettement adressées contre le gouvernement. Une base traditionnellement stable du capitalisme belge s'incorpore à la mobilisation sociale et politique des masses.

La prospérité capitaliste, qui s'est soutenue depuis plusieurs années, s'est faite aux dépens de la liquidation de secteurs sociaux qui, comme les paysans, ont constitué un pilier politique et social de ce même capitalisme.

Le Marché Commun s'inscrit dans un processus de concentration capitaliste. D'un côté, la concurrence accrue sur le marché intérieur de la production agricole des autres pays exige une diminution du prix de revient, la protection étatique, les subventions tombent. La production agricole elle-même s'ouvre de plus en plus aux investissements capitalistes. En dehors des achats de terres et d'entreprises agricoles, le petit propriétaire souffre de la pression croissante des dettes, des prêts bancaires, des hypothèques. C'est contre cette pression que réagissent les paysans. Si la force explosive, combattive de ces dernières démonstrations a été donnée surtout par les petits paysans, aussi y participent des secteurs capitalistes de l'agriculture qui essaient de profiter de la pression de cette mobilisation pour obtenir des améliorations dans les prix et dans les conditions de vente.

Cette mobilisation paysanne, même confuse et hétérogène, se heurte depuis le commencement à un syndicalisme paysan très arriéré, à des organisations d'origine confessionnelle ou quasi-corporatives, mais son élan tend à les renouveler, à faire éclater son cadre traditionnel, à opérer un renouvellement syndical comme celui de la France.

Ce n'est pas la bourgeoisie ni le gouvernement qui peuvent donner une solution à ce problème provoqué par la propre logique de son régime. C'est la classe ouvrière qui doit y intervenir en cherchant une alliance avec les petits-paysans, en impulsant son organisation syndicale indépendante alliée aux syndicats ouvriers. La base de cette alliance doit être faite sur un programme de revendications qui ne se retourne pas contre le pouvoir d'achat des travail-

Une Conférence du P. O. R. à la Maison du Peuple - Gilly

Le vendredi 24 août, le P.O.R. organisait à la Maison du Peuple de Gilly une conférence publique et contradictoire sur le sujet « Stalinisme et Trotskysme ».

Le président de la conférence souligna à l'auditoire que le P.O.R. reconstitué est le continuateur de la lutte menée dans le passé par des camarades tels Lesoil et Michaux, morts dans les camps de concentration nazis.

Après avoir adressé le salut fraternel de la IVe aux mineurs des Asturies en grève, l'orateur O. Ortiz du Bureau Latino-Américain de notre Organisation internationale, s'engagea dans un exposé qui fut très apprécié par l'auditoire.

Parmi les explications et enseignements apportés, l'orateur stigmatisa la politique de trahison des partis staliens et démontra que la coexistence pacifique est un leurre.

A la fin de l'exposé, la parole fut donnée au contradicteur Vouerman. Quoique se réclamant du trotskysme, il nous contesta le droit de créer le P. O. R. et nous accusa de diviseurs. Des travailleurs, parmi l'auditoire, le désapprouvèrent fortement, et l'orateur, en conclusion, répondit à chacun des intervenants.

Ce fut une bonne soirée pour le P.O. R. qui enregistra plusieurs adhésions.

Il compte se représenter avant longtemps devant les travailleurs de Gilly avec un sujet de conférence pour le moins aussi intéressant que le premier que nos meilleurs sympathisants ont hautement apprécié.

ROBERT G.

leurs urbains mais qui unisse les forces des travailleurs de la ville et de la campagne contre le grand capital et son gouvernement.

La solution n'est pas dans la réforme des circuits de distribution, dans l'augmentation de l'exploitation des paysans en les obligeant à vendre directement ses produits. Le programme doit être élaboré sur la base de l'étatisation de la propriété capitaliste dans l'agriculture et son fonctionnement sous l'administration des travailleurs agricoles; sur la coopérativisation des petits-paysans qui permet la mécanisation, la modernisation de la production; l'étatisation de la distribution des produits agricoles et son contrôle par les organisations syndicales paysannes et ouvrières, comités de ménagères, etc.

Paysans et ouvriers ont l'intérêt commun du renouvellement du niveau de vie, de l'augmentation de la production et de la consommation d'articles alimentaires; et cet intérêt commun doit être défendu et imposé contre le capitalisme par leur force conjointe.

LES METHODES ANTI-TROTSKYSTES DES GAUCHISTES

Les gauchistes du P.S.B. ont pris peur. Notre parti a eu l'audace de ronéotyper son manifeste sur la machine de la Maison du Peuple de Bruxelles. Toute la gauche s'est vue aussitôt en danger.

Il existe maintenant un parti véritablement révolutionnaire pour la rivaliser et la critiquer sur le plan du marxisme véritable.

En plus, les gauchistes ont eu très peur d'être compromis aux yeux des bureaucrates du P.S.B.

En somme, d'être considérés des sympathisants des trotskystes, qui les auraient aidés dans leur agissement. C'est pourquoi, ils nous délèguèrent un étudiant de leur tendance, plein de bonne volonté anti-trotskyste. Il s'introduisit par effraction chez l'une de nos militantes où il détruisit la plupart de nos manifestes. Pareil acte témoigne, on ne peut mieux, de leur manque de sincérité politique.

Aux travailleurs de les juger comme il se doit.

Appel du Parti Ouvrier Révolutionnaire

Section Belge de la IVème Internationale

Camarades ouvriers, paysans, étudiants, le P. O. R. (trotskyste), section belge de la IVe Internationale, s'est reconstitué dans le but de promouvoir une lutte active pour la conquête du pouvoir, pour le gouvernement ouvrier paysan, seul moyen de liquider l'exploitation capitaliste.

Par ses grandes luttes du passé, par sa grande grève 1960-1961, la classe ouvrière de notre pays a montré qu'elle ne veut plus d'une direction bourgeoise et qu'elle a la volonté de lutter, la force d'abattre le régime capitaliste et la capacité d'instaurer son propre gouvernement. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Parce qu'aussi bien le P.S.B. que les organisations syndicales se refusent à engager la force de la classe ouvrière dans la lutte pour le pouvoir. Parce qu'au lieu de cela, ces organisations s'efforcent d'utiliser la volonté de lutte des travailleurs comme élément de pression en vue de réaliser des accords et d'aboutir à des compromis avec la bourgeoisie. Parce qu'immédiatement après la grève anti-capitaliste, le P.S.B. s'est empressé de constituer un gouvernement avec le parti de Eyskens, le parti de la loi unique.

Le renardisme n'a pas voulu non plus appeler les travailleurs à lutter pour la conquête du pouvoir. Non seulement il s'est refusé à organiser la lutte dans ce sens, mais il s'est surtout employé à dévier la combativité des travailleurs vers un « fédéralisme » et des « réformes de structure » qu'il s'efforce de rendre compatibles avec le régime capitaliste et sa monarchie.

Renard et « La Gauche » ne font que présenter sous une autre forme la vieille politique reformiste du P.S.B. et de Spaak dont les compromis continus avec la bourgeoisie ne trompent personne. Ils détournent vers une voie sans issue la combativité du prolétariat et l'opposition que celui-ci manifeste à l'égard de la direction du P.S.B. et de la droite syndicale.

Le Parti Communiste s'adapte également à toute cette politique de trahison, s'efforçant uniquement à gagner des positions en fonction des intérêts de la bureaucratie soviétique et renie la lutte révolutionnaire.

Il n'y a pas « d'impérialisme flamand », il n'y a qu'un impérialisme belge dont les coffres-forts se trouvent aussi bien en Wallonie qu'en Flandre.

L'impérialisme perd de sa force et de son influence. — Il a dû abandonner le Congo et à présent il doit abandonner le Ruanda-Urundi. Pour se maintenir, le capitalisme belge doit s'accrocher à l'OTAN et au Marché Commun; il doit aussi s'associer aux plans de guerre atomique que l'impérialisme prépare contre l'URSS, les autres Etats Ouvriers et la Révolution Coloniale. Mais l'ensemble de ce front unique des impérialistes doit céder constamment du terrain devant la poussée de la Révolution Mondiale, voir Cuba, l'Algérie, le Laos, etc...

Les courants pacifistes petits-bourgeois mènent une lutte défensive, défaitiste et cèdent constamment du terrain devant le chantage de la guer-

re atomique. Pourtant rien ne pourra arrêter l'impérialisme qui n'a jamais reculé devant aucun crime pour maintenir sa domination et ses privilèges. La seule façon réaliste et efficace de lutter contre la guerre atomique qui vient et d'en réduire l'ampleur, c'est d'engager et développer partout la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme et la prise du pouvoir par le prolétariat.

Les succès scientifiques et techniques des Etats Ouvriers renforcent le camp anti-impérialiste. En même temps ils stimulent les masses soviétiques, chinoises et d'Europe Orientale dans leur lutte contre les bureaucraties stalinienne et les déformations du socialisme et font progresser la révolution politique qui seule donnera réellement le pouvoir aux masses laborieuses de ces pays.

Les récentes grèves d'Espagne ont non seulement secoué le fascisme mais aussi tout le capitalisme d'Europe Occidentale. D'autre part, la lutte des travailleurs italiens, les grèves en France, en Angleterre et en Allemagne, malgré la prospérité relative de ces pays, ont démontré la force du prolétariat, son désir de lutte, et le niveau élevé de sa conscience de classe. Ce sont ces travailleurs qui sont les alliés naturels du prolétariat belge.

La révolution coloniale, les masses des Etats Ouvriers et le prolétariat des pays capitalistes avancés ont la même volonté de lutte pour le socialisme.

Pour une nouvelle direction révolutionnaire. — La prospérité du capitalisme belge et la concentration capitaliste qu'implique le Marché Commun se font aux dépens des masses laborieuses, ouvrières, paysannes et petites bourgeoises; elles se font grâce à une augmentation de la productivité ouvrière et d'une plus grande exploitation capitaliste. Ce ne sont pas les travailleurs qui récoltent les bénéfices de l'augmentation de la production et de la productivité. L'économie belge s'accroît, mais cet accroissement ne se reflète pas sur le standing de vie des prolétaires. C'est la préparation de la guerre atomique, les actions colonialistes et l'augmentation des bénéfices capitalistes qui absorbent cette croissance de l'économie.

D'autre part, du fait de la concentration capitaliste sur le plan international, certains secteurs de la production belge ont cessé d'être compétitifs, d'où les fermetures de charbonnages et autres entreprises dont les conséquences funestes retombent invariablement sur les travailleurs et sur certains secteurs de la petite bourgeoisie. Le prolétariat belge ne pourra pas résoudre ses propres problèmes fondamentaux au moyen d'une autonomie régionale ou par des simples réformes, mais seulement en les liant aux revendications des secteurs sociaux affectés par cette dégradation de la situation et à la lutte centralisée pour le pouvoir et le gouvernement ouvrier-paysan. La lutte doit partir des usines, des corons et autres centres de travail, en commençant par l'organisation de comités d'u-

sines groupant tous les travailleurs pour imposer les revendications immédiates portant sur les augmentations de salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail, la défense du droit de grève, et, partant de là, se porter contre l'ensemble du régime capitaliste. Cette lutte devra être accompagnée d'une autre tout aussi indispensable contre la direction syndicale responsable de la situation actuelle. C'est pour engager, développer et organiser cette lutte que se constitue le P. O. R.

La crise de la direction ouvrière, les possibilités révolutionnaires et la nécessité de la construction d'une nouvelle direction marxiste-révolutionnaire ne constitue par un problème spécifiquement belge. La Quatrième Internationale dans sa récente Conférence Extraordinaire réalisée sous les auspices du Bureau Latino-Américain de la Quatrième Internationale, a décidé d'engager la lutte pour maintenir la continuité du trotskysme et organiser des véritables partis révolutionnaires dans tous les pays. En Amérique Latine et dans diverses parties du monde, cette lutte est déjà engagée. En Italie, en France et maintenant en Belgique, le parti de la Quatrième Internationale, le P. O. R. (Trotskyiste) est en voie d'organisation. En Belgique, le trotskysme s'est déjà manifesté et a largement lutté dans le passé. Les travailleurs de Charleroi, du Centre, du Borinage, de Bruxelles, de Liège, d'Anvers et de Gand savent que les trotskystes ont toujours mené une lutte pour la défense de leurs intérêts de classe contre le capitalisme belge et le fascisme, et que ses leaders tels que Léon Lesoil, Michaux, A. Léon et beaucoup d'autres ont péri dans les camps de concentration nazis. Si certains ont abandonné les idées de la Quatrième et se sont adaptés au milieu, nous voulons quant à nous relever le drapeau du trotskysme en Belgique; c'est pourquoi nous répondons aujourd'hui à l'appel de la Conférence Extraordinaire de la Quatrième Internationale.

Camarades ouvriers, paysans, le P. O. R. vous appelle à rejoindre ses rangs et à vous organiser dans les usines, les corons, à la campagne et dans les centres d'études, et d'y mener la lutte pour une réorientation révolutionnaire du mouvement ouvrier. Le P.O.R. appelle aussi les ouvriers qui sont dans le P.S.B., le M.P.W., le P.C.B. et les syndicats, à lutter au sein de ces organisations pour une tendance marxiste-révolutionnaire.

Vive la Quatrième Internationale !
Vive le P. O. R. (trotskyiste) !

Vive la classe ouvrière belge et mondiale !
Vive le Gouvernement ouvrier-paysan !

Camarades, « LA LUTTE OUVRIERE » organe du P.O.R. paraîtra sous peu. Retenez votre exemplaire dès maintenant et apportez-lui votre soutien.

Edit. resp. : A. Englebienne, 18, rue Corbier, Monceau-sur-Sambre.

A Cuba

LA REAPPARITION PUBLIQUE du TROTSKISME :

UN GRAND PAS EN AVANT pour la REVOLUTION CUBAINE

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskyiste) vient d'inaugurer l'ouverture de son nouveau local à La Havane. En même temps est annoncée la parution bi-mensuelle de l'organe officiel du parti « VOZ PROLETARIA » qui avait été confisqué et interdit depuis plus d'un an. L'édition de la Révolution Permanente de Trotsky en espagnol sortira incessamment.

Che Guevara a déclaré à un journaliste canadien que la mesure d'interdiction prise contre « VOZ PROLETARIA » fut une grande erreur dont la responsabilité revient à un fonctionnaire subalterne et non au gouvernement révolutionnaire.

Une brochure contenant le « Testament de Lénine » et les « Thèses fondamentales de la Révolution Permanente » avait auparavant été publiée par le P.O.R. et avait rencontré auprès du public un accueil excellent. Deux petites brochures sur la situation à Cuba ronéotypées par le P.O.R. ont pu trouver une large diffusion.

Des dirigeants trotskistes de différents pays d'Amérique Latine ont été invités à Cuba pour les fêtes du 26 juillet.

De son côté, le journal « HOY », organe des stalinien cubains, a publié dans la seconde moitié de juin une série d'articles contre le trotskisme en réponse à un article du camarade POSADAS sur la Révolution Cubaine. Ces articles remplis de falsifications et de calomnies reflètent l'influence croissante que prend le trotskisme à Cuba par la lutte intransigeante qu'il mène. Le stalinisme qui a toujours tenté de réprimer par la force le trotskisme est aujourd'hui obligé de céder du terrain face au développement conjoint de la révolution coloniale et de l'influence des idées trotskistes.

Ce processus, d'importance fondamentale, est l'expression à Cuba de celui de la révolution politique « suigeneris » dans lequel le parti trotskiste unit la lutte pour son existence à celle contre la bureaucratie pour un réel pouvoir ouvrier, pour une réelle démocratie ouvrière. C'est dans cette lutte que le parti trotskiste va conquérir son droit à exister pour la première fois dans un Etat ouvrier.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (trotskyiste), section cubaine de la IVe Internationale a exprimé sa plus complète solidarité et soutien au Bureau Latino-Américain de la IVe Internationale dans sa lutte pour maintenir la continuité du développement bolchévique de l'Internationale.

Pour vous abonner !

1 an, 30 francs

Adressez-vous au Camarade

A. Englebienne

18, Rue Corbier

Monceau-sur-Sambre

La Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire — Section Belge de la IVe Internationale (Trotskyiste)

Première année — No 2

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS

Octobre 1962

FACE AUX LOIS RÉACTIONNAIRES

Préparer la contre-offensive ouvrière

Après d'autres arrêtés-lois scélérats qu'il serait vain de rappeler ici, la réforme fiscale, le projet de loi linguistique, l'indexation des salaires, et les « projets de maintien de l'ordre » ou loi anti-grève, sont les principales expressions d'une offensive générale réactionnaire que la bourgeoisie et son gouvernement lancent contre la classe ouvrière et les autres secteurs exploités. En décembre 1960-janvier 1961, la classe ouvrière était descendue dans la rue pour s'opposer à cette offensive en secourant la stabilité même du régime, en dépit de la trahison de ses directions.

Le parti socialiste a collaboré au replâtrage du régime capitaliste, en lui permettant de réorganiser ses forces de manière à ce qu'il soit aujourd'hui en mesure de reprendre l'offensive.

La bourgeoisie belge a besoin d'imposer une politique de force, face aux masses travailleuses. Sa survie sur le plan mondial est liée à son alliance économique, militaire, politique avec les impérialismes les plus forts, ceci au travers du Marché Commun, de l'OTAN, de sa collaboration aux plans de préparations de guerre contre l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers, de sa solidarité militaire contre la révolution coloniale montante qui a si durement frappé l'impérialisme belge au Congo et au Ruanda Urundi. Cette politique exige d'énormes impôts pour financer l'armement et l'intervention colonialiste. En même temps, le Marché Commun stimule le processus de concentration capitaliste dans lequel le capitalisme belge est en partie désavantagé face aux grandes puissances comme l'Allemagne et la France. Pour remédier à cela, la bourgeoisie belge doit accroître ses possibilités de concurrence en liquidant les industries les moins compétitives, en imposant aux ouvriers et aussi aux paysans une plus grande exploitation qui lui permette d'accumuler des profits pour moderniser et investir, maintenir son budget militaire, payer sa politique colonialiste.

Pour toutes ces raisons, le gouvernement tente de faire payer par les travailleurs une proportion croissante de ses charges en diminuant les salaires réels, en imposant des mesures pour limiter et ensuite réprimer les actions des travailleurs.

L'augmentation du budget de la gendarmerie fait partie de cette politique, comme en fait partie sur un autre terrain le Directoire de l'industrie charbonnière et la Société nationale d'investissements.

Dans chaque usine, les patrons s'organisent pour imposer dans les faits cette politique en affaiblissant petit à petit la résistance des travailleurs. Bien avant la loi Gilson, le droit syndical, les piquets de grève furent attaqués par les patrons de Olen. Aux ACEC à Charleroi, le patronat tenta de frapper l'organisation syndicale, alors que celle-ci, usant du droit syndical, organisait une assemblée sur une revendication — qui par ironie se trouve être en accord direct avec les stipulations du Marché Commun sur l'égalité des salaires des hommes et des femmes —. Aux forges de Clabecq et en général dans chaque usi-

ne, dans chaque mine du pays une lutte sourde et ouverte est menée pour limiter les droits des ouvriers, pour éviter leurs actions et leurs réactions face aux rythmes de travail toujours plus élevés qu'exige l'augmentation de la productivité, face aux trop longues semaines de travail, face à l'augmentation du coût de la vie ou à la diminution des droits acquis par les ouvriers, face à la surexploitation de la main-d'œuvre féminine payée pour un même travail bien en dessous de la main-d'œuvre masculine, déjà si mal payée.

L'entière participation des socialistes au gouvernement est la garantie de cette politique. C'est la collaboration des directions syndicales et du P.S.B., en dépit des intrigues de forme secondaires, qui permet à la bourgeoisie de mener cette politique.

La bourgeoisie agit selon un plan d'ensemble, par une centralisation de ses forces à travers une politique conduite par le gouvernement et les organisations et partis patronaux, en l'appliquant sur tout le pays. La direction syndicale, s'efforce, elle, de paralyser la riposte ouvrière, de l'isoler. Aussi, là où les directions syndicales ne peuvent empêcher les grèves comme chez Olen, aux ACEC, aux Forges de Clabecq, aux verrières de Zeebrugge, elle essaye d'isoler le « conflit » et attaque ceux qui, comme les trotkistes, posent la nécessaire unité de lutte et d'action de la classe ouvrière.

Il faut répondre à cette offensive capitaliste en concentrant les forces du prolétariat. Les capitalistes essayent d'éparpiller, de diminuer la force ouvrière dans de petits combats locaux. Il faut, contre cela, unifier les objectifs, les programmes de lutte et opposer à l'offensive capitaliste une offensive groupée et collective de la classe ouvrière.

Lorsque les ouvriers posent une revendication, les patrons répondent en essayant de briser l'organisation syndicale pour contraindre les ouvriers à une bataille défensive. Derrière chaque action de ce genre est la loi Gilson; de même que cette loi se trouve derrière les mesures de renforcement de la gendarmerie et derrière bien d'autres mesures.

Il y a une mobilisation générale dont l'intensité va croissante de fabrique en fabrique, de mine en mine, elle touche même le secteur paysan. Cette mobilisation trouve ses expressions tantôt en Wallonie, tantôt en région flamande. Les patrons essayent, avec des accords locaux, de désamorcer cette mobilisation. Mais ils ne peuvent céder sur les revendications d'augmentation de salaire, de diminution du temps de travail, d'amélioration des conditions de travail sans compromettre leur politique d'ensemble. Pour cette raison, ils renforcent leurs moyens de répression. Du côté des travailleurs, l'accroissement du mécontentement dans chaque usine, dans chaque mine, les amènera à faire face non aux délégués patronaux mais aux gendarmes et aux articles de la loi Gilson.

Vive la grève des Travailleurs Liégeois

En avant pour la grève générale !

A l'heure présente, les travailleurs liégeois sont une fois de plus à l'avant-garde de la lutte contre la réaction capitaliste.

Les travailleurs du pays tout entier ont les yeux tournés sur vous, Camarades liégeois, avec sympathie et en partageant votre mécontentement.

Si cela ne dépendait que de vous et d'eux tous, la route serait maintenant barrée au gouvernement Lefèvre-Spaak, plus réactionnaire encore que son prédécesseur le gouvernement Eyskens.

Mais, ses soutiens des directions nationales syndicales FGTB-CSC barrent votre propre route et de toute la classe ouvrière.

Malgré une certaine apparence d'opposition qu'elles expriment toute en paroles, leur but comme celui des ministres scélérats est clair.

Ensemble, ils veulent faire avaler aux travailleurs les projets Gilson, la réforme fiscale, l'indexation des salaires et les lois linguistiques seconde étape d'une politique gouvernementale qui pèse déjà lourdement sur le dos de la classe ouvrière.

Parallèlement à cela, le grand patronat orchestre dans l'ombre les menées réactionnaires gouvernementales actuelles dont il est le profiteur.

Sa tactique consiste à acculer les travailleurs sur des positions de lutte défensive de leurs droits et représentants syndicaux à l'entreprise, là où ils amorcent et déclenchent la grève pour des revendica-

tions de salaires.

Morceler et user la combativité ouvrière dans des conflits locaux isolés et de défensive est le rôle que joue le patronat en force d'appui au gouvernement. Des Major et Cools s'en font complices par leur conduite d'opposition à une mobilisation solidaire de lutte des travailleurs.

A pareil piège tendu sous les pieds des travailleurs par la véritable coalition gouvernementale, patronale et des directions syndicales traditionnelles, se joint un autre non moins dangereux.

Il est celui d'une politique raciste et régionaliste wallonne et flamande propre à diviser les forces ouvrières du pays.

Les groupements qui alimentent pareille politique avec l'appui qu'ils recherchent des travailleurs font en fait le jeu du gouvernement qui, lui-même, s'en sert pour affaiblir le mouvement ouvrier, face à toute sa politique scélérate.

Par dessus toutes les manœuvres de confusion et de division, la démonstration de masse d'aujourd'hui des ouvriers liégeois est une première réponse collective à l'agression capitaliste, parce qu'elle déjoue la tactique patronale et des directions nationales syndicales du morcellement de la combativité ouvrière menaçante.

Comme nos camarades de Liège le comprennent avec tant d'autres travailleurs, leur action d'aujourd'hui doit être le départ d'un rassemblement général de toute la classe ouvrière dans une lutte de contre-

Une lutte aiguë, une épreuve de force se préparent. Pour les travailleurs, la lutte pour l'augmentation des salaires, leur égalisation d'une région à l'autre, au niveau des plus hauts, la semaine de 40 heures payée comme la semaine actuelle, l'augmentation des pensions, l'alignement des salaires féminins sur les salaires masculins pour un même travail, contre l'augmentation du coût de la vie, doit être unie à la lutte contre les lois anti-grève, linguistique, fiscales.

Les travailleurs ont déjà eu la démonstration en décembre 1960 de leur force pour faire céder la bourgeoisie. Mais pour ne pas être à nouveau trahis, ils doivent développer leurs propres organisations, mettre en place des comités de fabriques, développer les contacts et les organisations inter-usines pour unifier la lutte et former des organisations

de direction qui émanent et dépendent réellement d'eux. Il faut établir un programme commun de luttés qui permette d'imposer toutes les revendications ouvrières dans une action pour faire céder la bourgeoisie et son gouvernement, en préparant aussi la grève générale contre les lois réactionnaires et pour le triomphe de toutes les revendications ouvrières.

Ce n'est que sur ce programme de lutte et avec les organisations ouvrières de la base que pourra être défait le patronat et repoussées les lois de régression. Cela ouvrira le chemin pour abattre le gouvernement des capitalistes et mettre à sa place un gouvernement ouvrier et paysan qui abolira l'exploitation capitaliste, par l'abolition du régime.

LA LUTTE OUVRIERE.

offensive à mener sans plus de retard.

Tous savent, par expérience qu'il est impossible de mettre la réaction gouvernementale-patronale en échec par le recours à l'arme parlementaire de députés, ainsi que par des manifestations et des grèves locales et régionales même.

Notre parti, le P. O. R., appelle les travailleurs des autres régions wallonnes et flamandes à s'incorporer activement à l'action commencée par leurs camarades liégeois.

A la mobilisation du camp ennemi des gouvernants, des patrons et des directions nationales syndicales, **il faut répondre par la grève générale des forces ouvrières du pays.**

Avec pareille arme, la seule valable, il faut s'engager résolument dans une contre-offensive pour la défaite du gouvernement Lefèvre-Spaak et le triomphe d'un programme de revendications immédiates que les conditions actuelles de vie de la classe ouvrière nécessitent impérieusement.

A genoux, les agresseurs réactionnaires du mouvement ouvrier doivent être mis et brisés doivent être leurs armes, toutes leurs armes, d'agressivité.

Les requins qu'ils sont, plus monstrueux encore que Eyskens et sa bande, doivent rendre gorge de leur politique d'appauvrissement et d'étranglement coercitif des travailleurs.

Ils doivent être chassés du pouvoir non pour être remplacés par d'autres, qui leurs sont pareils, comme eux-mêmes ont remplacé un Eyskens.

C'est le régime capitaliste même qui doit être renversé par la révolution prolétarienne et sur ses ruines un gouvernement des ouvriers et paysans doit être instauré.

Dans l'immédiat, non seulement les projets Gilson et autres lois scélérates doivent être déchirés par la grève générale, mais sur leurs débris la classe ouvrière debout, en lutte, doit planter le drapeau victorieux du programme des revendications immédiates qui s'imposent et qui sont :

Augmentation des salaires d'après le coût réel de la vie.

Incorporation des primes dans les salaires.

Élévation des salaires féminins au niveau des salaires masculins au sens de « à travail égal, salaires égaux ».

Des pensions égales au salaire moyen avec abaissement de l'âge à la retraite.

Les 40 heures avec la rémunération des 48 heures.

Le service médical et pharmaceutique gratuit pour tous.

La généralisation des trois semaines de congés payés.

Suppression de l'impôt sur les moyens d'existence des travailleurs en général.

Par les comités d'usines et inter-usines rassemblant toutes les forces ouvrières sur un même pied de revendications et de lutte.

Par l'action spontanée et directe des travailleurs organisés et dirigés par eux-mêmes.

Par la grève générale en riposte vigoureuse, violente à la hargne et à la violence coutumière de la ré-

Enseignements des grèves actuelles

LA GREVE DES ACEC

Ainsi, après quatre jours de grève des ouvriers et ouvrières des ACEC à Charleroi, la direction patronale de l'entreprise a annulé la sanction de mise à pied pour quinze jours qu'elle avait prise contre six délégués.

Une revendication des femmes qui fut à l'origine du conflit n'a pas reçu de solution favorable aux termes des accords conclus par les représentants syndicaux et patronaux.

La victoire ouvrière des ACEC n'est ainsi que partielle, mais toutefois conséquente en rapport à l'arrogance patronale envers les délégués et le personnel. L'action directe et unie des travailleurs a une fois de plus apporté la preuve de son efficacité.

Plutôt que de tenter, d'abord, de limiter le conflit à la seule section des femmes du transfo, ensuite de tout mettre en œuvre pour localiser la lutte aux ACEC, si les responsables syndicaux avaient sérieusement menacé les patrons d'un élargissement du conflit aux autres entreprises de la région en signe de solidarité et pour des revendications intéressant tous les ouvriers, autant que contre le projet anti-grèves Gilson, il est certain que la revendication des femmes eût été rapidement accordée. Aussi, dans l'éventualité d'un élargissement de la grève, patrons et gouvernants auraient rendu gorge de leur politique de rapine, d'arrogance et de coercition.

L'appel que notre parti a clairement lancé en ce sens à toute la classe ouvrière par l'écho de la radio et certaines presses bourgeoises et le « Peuple » ont rendu, prouve la crainte que la réaction capitaliste et ses valets sociaux démocrates ont de mots d'ordres qui pourraient rapidement mobiliser la classe ouvrière dans la lutte revendicative.

L'accueil favorable que les travailleurs ont fait à notre appel démontre d'autre part combien leurs directions syndicales les appelant à la contre-offensive pour des objectifs immédiats et valables, pourraient compter sur leur combativité décuplée, après l'expérience de la dernière grande grève qu'ils savent avoir menée beaucoup trop dans le respect des mots d'ordre de calme et de dignité des dirigeants qui les ont conduits à l'échec.

Qu'un Davister et autres valets réformistes des patrons nous qualifient d'irresponsables dangereux ainsi que ceux du PC et du MPW, malgré leur modération et faiblesse dans l'encouragement pour l'élargissement du conflit, cela démontre que valets d'hier restent valets d'aujourd'hui, dangereux par les trahisons qu'ils se préparent à renouveler, au nom du respect de l'ordre et de la propriété capitaliste, dont ils tirent les avantages qu'on leur connaît.

Ce ne sont pas les appels au calme et à la dignité d'un Davister et autres domestiques patronaux qui ont apporté le succès marquant de la lutte gréviste des camarades des ACEC.

Seules leur décision ferme de lutte et la crainte éprouvée par le patronat de voir le conflit faire tache d'huile aux autres entreprises l'ont fait céder sur son arrogance et sanction. Patronat dont l'inflexibilité paraissait inébranlable avant le déclenchement de la lutte.

Notre parti est fier d'avoir été à

action capitaliste.

Debout et en avant, travailleurs wallons et flamands, unis dans la résolution de vaincre contre des adversaires de classe qui vous conduisent à la misère, au chômage et de nouveau à la guerre qu'ils préparent de concert avec les autres brigands capitalistes contre l'URSS Cuba et le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial.

Le 24 Novembre 1962

Le bureau politique du P.O.R.
(Trotsky)

l'avant garde pour donner pareille crainte aux patrons, en appelant clairement et fermement la classe ouvrière à l'action revendicative et de solidarité avec les travailleurs des ACEC.

D'autres grèves sur les bras de patrons et gouvernants scélérats.

Après une période de stagnation et de tassement due à l'échec de la grève 60-61 et surtout à la collaboration gouvernementale Catholique-Socialiste, le mouvement ouvrier est entré dans une phase de ranimation et de combativité. Le mariage au grand jour et scandaleux PSB-PSC a eu dès son début, pour effet de provoquer un laisser-aller empreint de fatalisme et de dégoût parmi les travailleurs.

Le résultat de la politique gouvernementale dirigée contre leurs intérêts et conditions de vie, ainsi que des menées patronales contre certains de leurs délégués et libertés syndicales, provoquent et accentuent le mécontentement parmi les travailleurs contraints de réagir contre les adversaires patronaux et gouvernementaux.

Après déjà d'autres litiges ou conflits locaux, ce furent les grèves des ouvriers d'Olen en Limbourg, des mineurs de Batice à Liège, des ouvriers et ouvrières des ACEC à Charleroi, de ceux des Forges de Claberg et la remise de préavis à la verrerie de Zebruge.

Ces grèves et autres, renforcées d'un mécontentement qui se généralise, obligent les dirigeants syndicaux à se donner une apparence d'opposition aux patrons et gouvernants. Leur tactique comme toujours, est de protester sans rien faire. S'ils admettent la remise du préavis de grève à la catégorie des mineurs, comme cela vient de se faire, ce n'est que pour faire face au mécontentement en l'orientant sur la voie des palabres en commissions, où, en bons entendeurs avec les patrons, ils règlent les litiges par des arrangements et compromis dont les travailleurs sont généralement dupes. Les ouvriers connaissent les subtilités de manœuvre et de démagogie de leurs principaux dirigeants. Ils savent aussi que le recours à l'arme de l'action directe sans palabres d'encommissionnement et de compromission est la seule voie valable de défense et surtout de contre-attaque contre les menées réactionnaires.

Perspectives et moyens d'action organisés.

Les perspectives sont avant tout celles d'une aggravation toujours plus importante des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière qui, par manque d'une direction valable nationale, recourra de plus en plus, inévitablement, à l'arme de la grève par petits détachements de combattants sur le plan local de l'entreprise.

Un cycle de grèves partielles répétées et de plus en plus simultanées, préparatoires à une nouvelle mobilisation générale de lutte, est en vue et déjà entamé.

Les revendications salariales et autres économiques, ainsi que la défense syndicale en matière des libertés et droits, acquis dans ce domaine seront de plus en plus les éléments moteurs d'une ranimation et combativité du mouvement ouvrier.

Il n'a de défenseurs véritables que ceux qui l'encouragent pour la lutte et dans la lutte en contre-attaque des adversaires patronaux et gouvernementaux sur la base d'un programme de revendications valables et inséparables, avec les moyens indiqués de parer aux trahisons des dirigeants des sommets syndicaux autant que du P.S.B.

Pareil programme de revendications salariales et autres économiques abandonné par ces directions, et pour cause, est aussi négligé, sinon délaissé, par celle du M.P.W. et du P.C., ainsi que par La Gauche du P.S.B., cantonnées uniquement sur une position défensive d'opposition surtout verbale au projet Gilson et de critique à la réforme fis-

cale, comme si la classe ouvrière n'avait d'autres motifs de mécontentements et objectifs immédiats à atteindre face à une coalition gouvernementale patronale d'exploitation, de rapine, de menace et de contrainte.

La chienne réactionnaire prend le prolétariat à la gorge et ces gens de la vieille droite réformiste et démocrates chrétiens de directions l'aide dans son agression par leur collaboration ouverte ou tacite.

Ceux se réclamant de la gauche font, eux, hypocritement semblant de s'y opposer avec des armes de bois que sont leurs slogans sans valeur positive dans la pratique quotidienne de lutte et d'organisation, sans attrait sur les masses et par conséquent d'impuissance.

Le bureaucratisme de pareille gauche ou la crainte qu'elle a de la crosse réformiste, d'un Spaak et d'un Collart, la rend incorrigiblement ce qu'elle est, une gauche sans politique ni perspectives valables devant les masses.

Les comités d'usines et changements de direction

D'ailleurs, il ne suffit pas non plus d'armer les travailleurs d'un programme de revendications économiques, correspondant aux exigences du moment.

Il faut aussi, en la aidant dans la pratique, leur indiquer et expliquer les moyens qui conviennent le mieux pour parer aux trahisons de leurs directions traditionnelles et ainsi pouvoir battre la réaction qu'elles soutiennent.

Les comités d'usines et de quartiers rassemblent tous les travailleurs en un point commun dont la ligne de conduite doit être celle de la défense de classe organisée et dirigée par les ouvriers eux-mêmes, sans distinction de partis et de religions, est le seul moyen valable qui peut rendre la lutte victorieuse contre les adversaires capitalistes et leurs suppôts des vieilles directions.

Ces derniers ne sont pas moins le rempart de protection de la bourgeoisie capitaliste que les gendarmes, le code pénal et les prisons.

Il faut les mettre dans l'impossibilité de trahir à nouveau en créant la dualité d'une direction qui doit revenir aux ouvriers à l'aide de ces comités reliés entre eux sur le plan inter-usines, local, régional et national.

C'est eux ainsi constitués et organisés qui doivent définir et propager le programme et les moyens d'action, prendre les décisions, avec ou sans l'accord des délégations syndicales d'entreprises, avec l'appui certain du gros des forces ouvrières.

Le spectre révolutionnaire d'une classe ouvrière qui place sa défense et sa destinée dans ses propres mains, redouté de la réaction, est en cela et dans la fraternisation gréviste des ouvriers et des soldats le laquelle surgit l'armement du prolétariat, qui sonne le glas d'un régime condamné par ses rapines et ses crimes.

L'occupation gréviste des entreprises, les manifestations d'appui et de harcèlement à la rue, la protection du prolétariat, l'orientation vers le pouvoir ouvrier sont de surcroît les méthodes à employer contre des adversaires pour qui tout est bon, y compris les tanks.

A. ENGLEBIENNE,
Secrétaire du P.O.R.

Pour vous abonner !

1 an, 30 francs

Adressez-vous au Camarade

A. Englebienne

18, Rue Corbier

Monceau-sur-Sambre

Le bolchevisme : c'est un programme, une trempe, une morale, une discipline, une politique, une organisation de l'avant-garde préparée et résolue à assaillir le pouvoir.

TROTSKY.

N'oubliez pas le Fonds de Soutien

Comités d'Usines et Syndicat Unique de lutte

Plus que jamais, depuis la grande grève 1960-61, la question que faire est posée par l'avant-ouvrière consciente des revendications à défendre et des luttes à mener.

Cette avant-garde sait qu'elle doit trouver la réponse de la question en dehors des directions syndicales dont le rôle consiste surtout à freiner, saboter et trahir la classe ouvrière chaque fois qu'elle se décide à passer à l'action. Elle comprend, toute expérience acquise, que pour combattre avec succès l'adversaire patronat capitaliste, il faut se débarrasser de l'entrave que représentent de pareilles directions embourgeoisées, bureaucratisées et conservatrices des intérêts capitalistes au plus haut degré.

Travailleurs conscients et combattifs d'avant-garde, qui furent encore à la pointe de la dernière grève générale, ils voudraient se forger une direction nouvelle et valable, sans déchirements de division sur le plan de l'organisation syndicale.

De larges couches du mouvement ouvrier ont la même compréhension et la même aspiration que ceux de l'avant-garde qu'elles suivraient sur le terrain des initiatives à prendre et changements à apporter.

Depuis la dernière grande grève, elle est cette avant-garde dans le gros de ses forces, impuissante par la direction M.P.W. qu'elle a considéré être la direction de rechange valable et qu'elle aurait voulu voir évoluer sur des positions radicales de combattivité contre la vieille droite syndicale des Gailly et des Major.

Mais, pas plus après la grève que pendant, les responsables syndicaux renardistes ne veulent d'un affrontement sérieux avec ceux qualifiés de bonzes et de traîtres à la direction des syndicats.

Leur rôle fut pendant la grève de faire dévier la combattivité ouvrière sur une voie fautive de politique wallonne fédéraliste.

Il est depuis celui de chercher l'entente avec la droite d'un Gailly et d'un Collart sur ce même thème de fédéralisme dont ils se trouvent fort embarrassés actuellement. Ce que ces travailleurs d'avant-garde qui les suivent encore doivent comprendre c'est qu'ils doivent faire preuve d'initiatives et prendre des décisions que les responsables syndicaux renardistes ne prendront jamais. Ils doivent comprendre que l'organisation de la défense et de la lutte ouvrière repose sur eux, rien que sur eux. Il faut passer des illusions perdues à l'action. La nouvelle direction valable ne pourra être que la Cour, constituée en comités d'usines.

Se rencontrer, se consulter et prendre des initiatives en ce sens sur le plan régional et national, c'est agir en avant-garde ouvrière qui trouve et emprunte la voie juste. Les comités d'usines doivent rassembler les forces ouvrières autour d'un programme où la démocratie syndicale à rétablir sera posée autant que les revendications qui s'imposent.

Les délégations syndicales d'entreprises doivent y être associées ou poussées et, s'il le faut, supplantées par les comités d'usines, représentés des meilleurs combattants ouvriers.

Un journal des comités doit être l'expression des aspirations et de la volonté ouvrière.

Les principaux responsables renardistes qui se réclament de la gauche syndicale soutiendront pareilles initiatives et actions de l'avant-garde et feront preuve de sincérité ou ils fuiront leurs responsabilités et révéleront clairement ce qu'ils sont : une doublure à peine déguisée de la droite.

Travailleurs conscients et d'avant-garde, camarades, il faut cesser de jouer à cache-cache avec la lutte et de chercher des défenseurs dans des gens dont la couardise devant la droite est indéniable.

Au programme des comités d'usines qui sont à créer par nous tous, ce ne sont pas un fédéralisme bourgeois et des réformes de structure néo-capitalistes qui devront apparaître, mais nos principales revendications ainsi que les nationalisations socialistes sans indem-

nités ni rachats et le contrôle ouvrier des entreprises.

Par de pareils comités, c'est dans la voie du renversement du capitalisme et de l'instauration du pouvoir ouvrier et paysan qu'il faut orienter la classe ouvrière apte à de nouvelles actions.

Vivent les comités d'usines !

Vive la classe ouvrière dirigée par elle-même !

Vive le syndicat unique de lutte des travailleurs !

A. E.

Les Trotskyistes en Belgique avant et pendant la guerre

Le trotskysme n'est pas un fait entièrement nouveau dans la vie politique et syndicale ouvrière belge. Les trotskystes ont existé organisationnellement en parti d'avant-garde révolutionnaire avant la guerre de 1940 et pendant la guerre même.

Issue de la scission du P.C. belge, suite à l'usurpation criminelle par Staline du pouvoir en U.R.S.S., l'organisation trotskyste était déjà aux côtés des travailleurs en grève en 1932.

Le titre du journal trotskyste était alors « La voix communiste » qui devint par la suite « La Lutte Ouvrière ». Les principaux responsables et militants les plus connus parmi la classe ouvrière étaient Léon Lesoil, Jules Henin et Pierre Vanderboeck dans la région de Charleroi.

Le parti trotskyste avait aussi des noyaux de militants dévoués dans les régions de Bruxelles, d'Anvers, du Centre, du Borinage et verviétoise.

La ligne de conduite des trotskystes fut toujours de mener une lutte idéologique et pratique révolutionnaire intransigeante contre le capitalisme, ses suppôts de la direction sociale réformiste, ainsi que contre les trahisons et les crimes crapuleux du stalinisme.

Léon Trotsky avait une grande sympathie pour les camarades belges dont il donna plus d'une fois en exemple le dévouement et la connaissance du mouvement ouvrier à l'ensemble de l'organisation internationale léniniste trotskyste. Dans toutes leurs manifestations, comme dans toutes leurs grèves, les travailleurs trouvaient à leurs côtés les trotskystes qui les soutenaient et parfois même les dirigeaient dans le droit chemin de la lutte anti-capitaliste et anti-fasciste, sans négliger de fustiger les renégats responsables du P.O.B., des syndicats et du P.C. stalinien.

La guerre déclenchée, ceux des leurs qui échappèrent, dès le début aux arrestations, continuèrent la lutte dans la clandestinité.

Leur journal eut alors comme titre « La Voix de Lénine ». Et leur politique ne cessa d'être ce qu'elle était dans l'avant-guerre : une politique de combat anti-capitaliste et anti-fasciste, axée sur l'internationalisme révolutionnaire prolétarien, en opposition à la sainte ligue bourgeoise réformatrice et stalinienne patriotarde et chauvine.

Malgré la perte de militants de premier plan, tels que Lesoil, Michaux et d'autres, incarcérés dans des camps de concentration nazis, et qui y périrent pour la plupart, malgré le petit groupe numériquement déformé qu'ils étaient, les trotskystes menèrent sous l'occupation une activité révolutionnaire intense, en particulier dans le domaine de l'organisation syndicale dite unique. Ils en furent les promoteurs, surtout parmi les mineurs de Charleroi, du Centre et du Borinage.

Délégués mineurs et trotskystes, Jules Davister de Gilly, Viesta Bougart de Leval, Emile Malengreau de Quaregnon, sont les noms des militants qui furent

ARGENTINE

Vers une dualité du pouvoir

Un développement révolutionnaire de la plus grande importance est en train de se produire en Argentine. Au cours du Congrès National des syndicats tenu à Huerta Grande (Cordoba), par les 62 organisations groupant la majorité de la classe ouvrière argentine, le programme suivant a été adopté :

1. Nationalisation de toutes les banques et établissement d'un système bancaire étatisé et centralisé.
2. Placer le commerce extérieur sous le contrôle de l'Etat.
3. Nationalisation des secteurs clef de l'économie : la sidérurgie, l'électricité, le pétrole, les frigorifères.
4. Interdiction totale de toute importation en concurrence avec la production nationale.
5. Interdiction de toute exportation de capitaux, directe ou indirecte.
6. Non-reconnaissance des accords financiers du pays, passés à l'insu de la population.
7. Expropriation de l'oligarchie foncière, sans aucune espèce de compensation.
8. Contrôle sur la production.
9. Abolition du secret commercial et établissement d'une fiscalité rigoureuse pour les sociétés.
10. Planifier l'effort productif en fonction des intérêts de la Nation et du peuple argentin.

Le Parti Ouvrier (Trotskyiste) avait été le seul à lutter pendant des années pour l'essentiel de ce programme qui à présent est adopté par la majorité du mouvement

ouvrier argentin.

De son côté, le syndicat des métallurgistes qui groupe 300.000 ouvriers, a décidé de faire face à la crise, au chômage et à la fermeture d'usines en occupant celles-ci et en les mettant en marche sous une direction ouvrière, de vendre directement la production argentine et de réintégrer tous les ouvriers renvoyés, mot d'ordre lancé par le Parti Ouvrier (Trotskyiste).

Le leader syndicaliste péroniste Framini a été accusé à déclarer que « C'est tout le système capitaliste qui est en crise ». Les journaux bourgeois constatent que le « virage à gauche » esquissé par certains dirigeants péronistes a été transformé par les masses laborieuses en une véritable lutte révolutionnaire anti-capitaliste.

Le Parti Ouvrier (Trotskyiste) s'est profondément intégré dans ce développement et propage actuellement la consigne d'une Grève Générale pour le programme approuvé à Huerta Grande et pour un Gouvernement Ouvrier basé sur les syndicats.

Dans cette lutte, le local central du Parti Ouvrier a été pris d'assaut et séquestré par la police, la « justice » bourgeoise a déclaré notre Parti illégal mais nos camarades d'Argentine continuent à déployer pleinement toute leur activité et leur intervention dans le processus.

✱

Dans notre prochain numéro nous reviendrons sur la situation en Argentine suite aux récents événements.

Notre Presse

CUBA
VOZ PROLETARIA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Montes No 12, esq. Zulueta AP. 11 - Piso 2 - LA HABANA.

CHILI
VANGUARDIA PROLETARIA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Casilla 14054 - SANTIAGO DE CHILE.

PEROU
VOZ OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Apartado 35 - BARRANCO LIMA.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA, organe du Partido Obrero (T.) - Centenario Uruguayo 1751 - LANUS - PCIA de BUENOS AIRES.

BRESIL
FRENTE OPERARIA - Caixa Postal 4562 - SAO-PAULO.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA, organe du Partido Revolucionario - LA PAZ.

URUGUAY
FRENTE OBRERO, organe du Partido Obrero Revolucionario - SAN FRUCTUOSO 1781 - MONTEVIDEO.

MEXIQUE
VOZ OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - APDO POSTAL 1370 - AD. de CORREOS No 1 - MEXICO D.F.

ITALIE
LOTTA OPERAIA, organe du Partido Comunista Rivoluzionario - Casella Postale 5059 - ROMA - OSTIENSE.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Manuel FERNANDEZ, 160, rue Potagère - BRUXELLES (Belgique).

REVISTA MARXISTA LATIO-AMERICANA - Casilla 1204 - Correo Central - MONTEVIDEO (Uruguay).
CUARTA INTERNACIONAL, organe du Comité Exécutif de la IV^e Internationale - MONTEVIDEO (Uruguay).

FRANCE
LUTTE COMMUNISTE, organe du Parti Communiste Révolutionnaire. F. Teyssier, B. P. 80-14 Paris.

Abonnez-vous,
soutenez et diffusez
La Lutte Ouvrière

Appel à toute la Classe Ouvrière!

Extrait de l'appel du Secrétariat de la IVème Internationale

Lors de la grève des ACEC, notre parti a diffusé dans les principales usines du bassin de Charleroi le tract ci-dessous qui fut très bien accueilli par la population laborieuse.

Camarades !

LES FAITS D'AGRESSIVITÉ PATRONALE qui ont amené les travailleurs des A.C.E.C. à cesser le travail sont connus d'eux tous.

Une revendication légitime de salaires des femmes a servi de prétexte aux patrons pour décréter hautainement la mise à pied de six délégués.

Ayant pris cause commune avec le personnel féminin, la question de la grève vous a été posée par votre délégation générale et les fédérations syndicales. **VOTRE RÉPONSE EST UNANIME ET POSITIVE.**

Il ne faut absolument pas que les adversaires puissent gagner la partie de l'offensive engagée contre vous tous, offensive qui se renforce et se généralise de plus en plus.

Pareille arrogance patronale de menaces et de sanctions ainsi que d'une division au travail toujours plus grande n'existe pas seulement chez vous mais aussi parmi l'ensemble de la classe ouvrière.

LE BUT DES PATRONS EST CLAIR. Ils veulent prévenir et enrayer les actions revendicatives qu'ils savent inévitables en rapport avec la hausse constante du coût de la vie ainsi que d'une politique gouvernementale entièrement concertée et dirigée contre les conditions matérielles dans leur ensemble du mouvement ouvrier.

Camarades ouvriers et employés des A.C.E.C., la riposte doit être celle d'un personnel menacé sans distinction et dont la cause est celle du personnel féminin autant que de vos délégués.

Elle doit être celle d'un personnel uni dans la lutte jusqu'à la victoire.

Reculer ou capituler sans lutte ou sur la base d'un compromis véreux qui apporterait une victoire des patrons ne fût-elle que morale, serait leur permettre de reprendre l'offensive à bref délai avec une audace décuplée et dans des conditions mûries à leur avantage.

Travailleurs des A.C.E.C. et autres, les patrons et gouvernants vous narguent et vous mettent au défi de poser la moindre revendication, face à leur exploitation toujours plus honteuse, sans courir le risque de leur répression systématiquement organisée.

La cause des travailleurs des A.C.E.C. est celle des travailleurs en général.

LA SOLIDARITÉ DANS L'ACTION DOIT FONCTIONNER IMMÉDIATEMENT. Aux Camarades des A.C.E.C. de la vouloir en élargissant le conflit comme ils surent le faire lors de la grande grève. Il faut alerter et entraîner les travailleurs des autres entreprises qui doivent être décidés à passer à l'action pour la cause commune. Elle ne doit pas être uniquement celle de s'opposer au renvoi des délégués et de faire triompher la seule revendication des femmes mais aussi et surtout réagir énergiquement en coude à coude pour le triomphe de revendications les intéressant tous.

A l'offensive patronale et gouvernementale généralisée, il faut répondre par une contre-offensive ouvrière générale vigoureuse dans l'action directe pour les objectifs immédiats suivants :

- Retrait pur et simple du projet anti-grève Gilson ;
- Adaptation des salaires au coût réel de la vie d'après un index véritable ;
- Des pensions égales au salaire moyen ;
- Les 40 heures, les services médicaux et pharmaceutiques gratuits pour tous ;
- La suppression de l'impôt sur les revenus modestes.

Revendications qui sont à compléter et à mettre au point par les travailleurs eux-mêmes dans leurs syndicats en rapport avec les délégations d'entreprises, soutenues par des Comités d'Usines à créer et rassemblant tous les travailleurs.

Vive les travailleurs des A.C.E.C. en lutte !

Vive la solidarité agissante de la classe ouvrière !

Le Bureau Politique
du Parti Ouvrier Révolutionnaire
(Trotskyiste)

L'alliance hybride qui s'est maintenue jusqu'à ce jour au sein du F.L.N. a été rendue possible par les nécessités de la guerre contre l'impérialisme et par le fait que ni politiquement ni syndicalement, les masses ne sont intervenues pour exercer leur contrôle. Les problèmes sociaux de la révolution algérienne ont été noyés dans la généralité bourgeoise de la guerre anti-impérialiste. Les masses ne pouvaient ni parler ni s'exprimer. Dans les organismes de guerre contre l'impérialisme, elles ne cessèrent pourtant de montrer leurs aspirations et leurs tendances révolutionnaires.

Sous l'influence de la révolution coloniale, de l'avance des Etats ouvriers, des échecs permanents de l'impérialisme, les masses se sentent plus fortes, plus sûres. Elles prennent conscience de leur rôle fondamental dans la défaite de l'impérialisme. Les clans bourgeois qui tentent de structurer un Etat capitaliste, ne se heurtent pas à un mouvement organisé et tirent de cela le maximum de profit. Les masses n'ont aucun moyen d'expression, elles ne sont pas organisées politiquement et sont soumises à la discipline militaire. Mais la force de la révolution socialiste est puissante et invincible et correspond à la profonde conviction, aux profonds désirs, aux sentiments révolutionnaires des masses. Ben Bella représente de façon lointaine et indirecte cette pression et la nécessité de prolonger la révolution anti-impérialiste par la révolution socialiste pour la construction de l'Etat ouvrier algérien. Mais, Ben Bella en même temps qu'il monopolise cette pression de la révolution socialiste l'entrave et la dévie. Dans l'armée, chez les ouvriers et les paysans c'est de façon directe que s'expriment les aspirations révolutionnaires anti-capitalistes. Tout en réalisant leur formidable exploit de vaincre l'impérialisme, les masses algériennes ont apporté leur plein appui à la révolution socialiste telle qu'elle se déroule dans l'Etat ouvrier cubain sous la direction de Fidel Castro. C'est de cette façon indirecte - car elles n'en ont pas d'autre pour le moment - qu'elles indiquent leur désir de voir triompher la révolution socialiste et celui de former l'Etat ouvrier en Algérie.

Cette lutte des leaders de la guerre anti-impérialiste, s'emprisonnant mutuellement, s'opposant violemment dans une lutte de fraction, exprime l'inconsistance idéologique, l'absence d'un programme de classe, le manque de sécurité de tous ces milieux depuis ceux du capitalisme jusqu'à ceux du socialisme musulman. Aucune de ces tendances n'est capable de trouver la voie pour établir les réelles bases de l'unité algérienne, la structure capitaliste du régime étant exclue en Algérie comme base de l'union du peuple dans un Etat algérien. L'union basée sur un « socialisme musulman » petit bourgeois et paternaliste est tout aussi impossible.

Les compromis que tentent de trouver entre elles les différentes tendances de Ben Bella à Boudiaf et Ben Khedda auront peu d'influence. Les masses algériennes les rejeteront en peu de temps et poursuivront la lutte pour la révolution socialiste et l'Etat ouvrier algérien.

Quatre vingt dix pour cent de la population algérienne est composée d'ouvriers, de paysans possédant peu ou pas de terre et de petits commerçants. Le secteur ouvrier dont une partie se trouve en France est très important. C'est l'union de ces couches avec l'armée transformée en milice régulière qui est la base de l'unité de l'Etat algérien. La force de cet Etat c'est son programme, sa base sociale, son peuple en arme.

La structure du nouvel Etat algérien doit s'ordonner autour d'organismes du type des soviets ou des communes populaires chinoises. La population algérienne n'est encore organisée ni dans des partis ni dans des syndicats. Les syndicats qui existent actuellement sont sans représentation de masse. La direction du F.L.N. pratique le terrorisme et l'assassinat pour empêcher l'activité po-

litique et révolutionnaire de classe des masses, qui n'ont encore aucun organisme de classe et aucun dirigeant pour les représenter, mais cela ne tardera pas. Les organismes syndicaux sont très faibles et contrôlés par les directions petites bourgeoises et bourgeoises de la direction nationaliste du F.L.N.

Actuellement en Algérie, mis à part le F.L.N., l'armée est la seule force centralisée où se trouvent organisées les masses ouvrières et paysannes et elles exercent dans un certain sens une grande influence et une grande pression sur leur direction. L'armée est un instrument de transmission de la volonté révolutionnaire des masses. A ce titre, elle peut jouer un rôle politique fondamental. Les luttes qui opposent les différents secteurs dirigeants, si elles sont le reflet des grandes pressions de la base qui veut une révolution socialiste contre les secteurs qui tendent au compromis avec l'impérialisme français, signifie aussi l'absence d'une force organisée du prolétariat. Dans cette situation, l'armée peut servir d'instrument aux tendances conciliatrices et réformistes de la direction du F.L.N. L'organisation et l'activité révolutionnaires indépendantes des masses exerceront leur attrait sur l'armée et la mettra au service des objectifs socialistes de la révolution algérienne.

Ce qui est avant tout nécessaire pour le développement de la révolution socialiste en Algérie, c'est la construction du parti marxiste révolutionnaire de masse.

La IVe Internationale appelle les masses et les militants ouvriers, paysans, intellectuels, l'armée de libération à organiser le parti marxiste révolutionnaire de masse, sur la base du programme de la révolution socialiste et d'une structure étatique ouvrière, s'appuyant sur des soviets ou des communes populaires comme en Chine.

La IVe Internationale appelle les masses exploitées du monde à se solidariser en donnant un large appui révolutionnaire avec la révolution algérienne.

La IVe Internationale appelle les Etats ouvriers, les partis communistes, les syndicats et les centrales ouvrières à donner leur appui inconditionnel aux luttes des masses algériennes pour que triomphe la révolution socialiste et que s'impose l'Etat ouvrier algérien.

La IVe Internationale appelle les ouvriers et les paysans à s'organiser en Algérie dans des syndicats indépendants de l'Etat pour lutter pour un programme anti-impérialiste et anti-capitaliste de révolution socialiste et de construction de l'Etat ouvrier algérien.

La IVe Internationale appelle le prolétariat français, le parti communiste, les syndicats ouvriers, à se mobiliser pour affaiblir dans leur lutte de classe le capitalisme français et apporter ainsi au peuple algérien et à la révolution algérienne son aide la plus décidée pour que triomphent en Algérie le socialisme et l'Etat ouvrier.

Juillet 1962.

Le Secrétariat International
de la Quatrième Internationale.

Première liste de souscription

Cdes de Fontaine, 255 - Bayens A., 10
Vael Henri, 20 - Bogaert M., 100 - P.
Vanderborcht, 100 - Bouret Joseph, 20 -
Christian, 57 - Albert A., 75 - Emile, 500
Marie-Louise, 20 - Manuel, 75 - Michel,
20 - Fernand, 25 - Renilde, 35 - Anonyme,
20 - Arsène, 50 - Zoé, 20 - Stanis,
75 - Cdes Bruxelles 1er vers., 350
Cdes Bruxelles 2e vers. 250 - Claudine,
135 - Gilly, 40 - Marcel Bruxelles, 50 -
Lucien, 50 - Léon, 50 - René, 25 - Nestor,
50 - B.L.A., 100 - Laure Englebiennne,
20 - Marcel, 50 - Noël Jules, 20 - Dutilleul,
20 - R. H., 20.

Edit. resp. : A. Englebiennne, 18, rue
Corbier, Monceau-sur-Sambre.

Lettre du Camarade Posadas sur l'emprisonnement des Trotskystes au Mexique

(Suite de l'article contenu dans le présent journal, en page 4)

La répression de la bourgeoisie mexicaine contre les camarades de la section mexicaine de l'Internationale est directement liée à ses tentatives de contenir, de dévier, de détruire les tentatives révolutionnaires de l'avant-garde ouvrière, étudiante, paysanne pour faire avancer la politique, le programme révolutionnaire au Mexique. Nos camarades sont à la tête de l'activité dynamique de l'avant-garde ouvrière, paysanne, étudiante : nos camarades et une aile communiste pro-chinoise. L'autre tendance pro-chinoise est alliée aux réactionnaires pro-soviétiques. Nos camarades sont à la tête des occupations de l'Université, des prises d'otages, de l'agitation et de la mobilisation des étudiants, tandis que les partis communistes et un secteur des pro-Chinois sont alliés au secteur réactionnaire qui soutient le recteur ; ce recteur est un réactionnaire et les étudiants, avec la participation de nos camarades, l'ont obligé à démissionner.

Il faut mener de l'avant la campagne pour la libération de nos camarades emprisonnés. Ceux-ci ont déclaré publiquement qu'ils sont des militants trotskystes de la IVe Internationale et qu'ils luttent au Mexique comme dans le monde, pour le progrès le plus complet de l'humanité, pour la destruction du capitalisme et l'instauration du socialisme. Le gouvernement, la présidence et la police ont essayé de cacher au public l'emprisonnement de nos camarades. Ils ont fait connaître les arrestations seulement six jours après, et ils ne les ont pas présentés directement comme trotskystes, comme nos camarades l'avaient déclaré. Maintenant, le gouvernement et la police veulent présenter nos camarades comme des aventuriers. Par cette attitude, la police, le gouvernement démontrent qu'ils doivent tenir compte de l'opinion publique révolutionnaire, ouvrière, paysanne, petite-bourgeoise, universitaire, qui respectent le trotskysme. Pour cette raison, un haut fonctionnaire du gouvernement a déclaré : « Ces détenus se déclarent trotskystes de la IVe Internationale, mais ce sont des aventuriers ». Il n'attaque pas l'Internationale, et des trotskystes, mais il cherche à minimiser et il veut éviter de devoir attaquer la IVe Internationale, ni les objectifs de la IVe quer nos camarades en tant que trotskystes. Il faut mener de l'avant cette campagne, non seulement pour la libération de nos camarades, mais aussi pour le respect des droits démocratiques de notre parti mexicain à lutter ouvertement pour son programme révolutionnaire qui est le continuateur conscient de l'histoire de lutte révolutionnaire des masses mexicaines.

Deux camarades de notre parti ont été arrêtés à Cuba : H. Ferrera et l'autre dont nous ne connaissons pas le nom. Il faut relancer la campagne pour la libération de nos camarades à Cuba et aussi pour les droits des trotskystes cubains à lutter publiquement pour le programme révolutionnaire de la révolution socialiste, pour le programme de la révolution permanente. Il y a une campagne mondiale contre les trotskystes. Cette campagne fait partie du processus de la révolution, où celle-ci a besoin de s'élever. La direction petite-bourgeoise de Cuba, d'Algérie, des mouvements nationalistes dirigés par des petits-bourgeois, mais avec des objectifs de défense du capitalisme, toutes ces directions ne peuvent plus rester à la tête du mouvement révolutionnaire des masses. La spontanéité et l'empirisme avec lesquels la révolution s'est développée arrivent à leurs fins. La force énorme, combinée de la révolution mondiale permanente a permis d'affaiblir constamment le capitalisme

et de l'assiéger. Les directions petites-bourgeoises ont pu profiter de ce processus et en prendre la direction. Mais la révolution ne se limite pas à l'activité et l'insurrection militaire des masses. Pour élever la révolution et répondre à son extension et son approfondissement, pour répondre aux besoins de cette phase, il faut le parti centralisé, le programme, les objectifs révolutionnaires conscients et les cadres préparés pour ces objectifs. Les directions petites-bourgeoises ne se sont pas développées avec le marxisme, elles se sont laissées conduire par le processus empirique ; elles ont cru que le socialisme se construit ainsi. Elles ont méprisé le marxisme et l'ont remplacé par le paternalisme et le protectionnisme envers les masses. Aujourd'hui, elles sentent que la volonté révolutionnaire des masses est infiniment supérieure à leurs conceptions paternalistes et limitées. Ils ne peuvent pas affronter directement les masses, ils doivent camoufler devant elles leurs conceptions mesquines et individualistes, pour empêcher que les masses ne centralisent leur volonté révolutionnaire dans les trotskystes et la IVe Internationale. Ces dirigeants paternalistes, protectionnistes et individualistes deviennent furieux contre les trotskystes et les prennent en haine. Ils comprennent, comme les capitalistes, que les trotskystes sont le centre par lequel doit passer le cours inexorable de la révolution mondiale. Et la base irremplaçable de ce cours, c'est la volonté révolutionnaire des masses du monde et la perte constante des forces sociales du capitalisme et de la bureaucratie des partis communistes et des Etats Ouvriers. Pour cela, le cours objectif de l'histoire est trotskyste. Ces directions petites-bourgeoises et réactionnaires essaient de contenir le processus d'élévation de l'histoire en dénonçant, tuant, emprisonnant les trotskystes.

Et la révolution s'est étendue et s'étend, continuellement, parce que c'est un processus inconscient dont les trotskystes expriment consciemment le développement. Leur programme, leur politique, leurs mots d'ordre, leur activité sont le développement ininterrompu de cette conscience. Ce sont les trotskystes qui progressent dans le monde, pour cela il y a une campagne mondiale contre eux. Il faut supporter une phase de répression, d'assassinats, de délations, de calomnies, etc. On ne peut arrêter l'histoire avec des calomnies, des assassinats. La nécessité objective du progrès humain et l'expérience mondiale des masses sont unis, et les aspirations des masses sont rendues conscientes au travers de la lutte, des objectifs, du programme, de la politique de la IVe Internationale. Nous déclarons notre solidarité complète et fraternelle avec nos camarades emprisonnés ; il faut mener une campagne pour leur libération, il faut se préparer pour de nouvelles répressions, délations, etc.

De nouveaux mouvements et courants comme le M.R.-13, élèveront leur expérience et adopteront la politique, le programme et les objectifs révolutionnaires de la IVe Internationale. Tel est le cours objectif de l'histoire. Il n'y a pas de force capable de contenir le développement du trotskysme et de la IVe Internationale. Il faut se préparer à reprendre l'activité du Mexique, comme cela s'est fait dans d'autres sections de l'Internationale, comme le fait le M.R.-13, qui a reconstruit ses cadres et élevé son activité, qui a réalisé, entre autres, des actions militaires où 23 agents du capitalisme guatémaltèque et de l'impérialisme américain ont été liquidés.

Notre salut fraternel et révolutionnaire.

J. POSADAS.

Editeur responsable : Claudine POLET — Local du Parti : Rue des Brasseurs, 17, GILLY

Liberté pour les Trotskystes Mexicains Liberté pour le journaliste révolutionnaire Adolfo Gilly.

Le 19 avril, à Mexico, ont été arrêtés 8 militants trotskystes, parmi lesquels le camarade Oscar FERNANDEZ et sa femme. En même temps, a été arrêté le journaliste révolutionnaire latino-américain très connu Adolfo GILLY, collaborateur depuis plusieurs années de journaux de gauche du monde entier, dont « Mondo Nuovo » en Italie, « Partisans » en France, « Marcha » et « Epoca » en Uruguay, « Monthly Review » aux Etats-Unis.

Le motif pour lequel ils ont été arrêtés est « qu'ils troublaient l'ordre public » et qu'ils avaient une participation active dans le rôle joué par les trotskystes mexicains dans l'occupation de l'Université de Mexico qui a conduit à la démission du recteur réactionnaire.

La répression de la police mexicaine contre les camarades de la section mexicaine de la IVe Internationale et contre le journaliste révolutionnaire Adolfo GILLY, est déterminée par la peur du gouvernement face au développement de la lutte anti-capitaliste des masses mexicaines et au rôle toujours plus important, d'orientation et de direction, dans les mobilisations estudiantines, paysannes et ouvrières, accompli par la section mexicaine de la IVe Internationale.

La police a pénétré dans la maison d'un camarade en brisant porte et fenêtres et a littéralement détruit tout ce qui lui tombait sous la main. La police a en outre confisqué une grande somme d'argent du parti et saisi différents appareils appartenant à la section. D'autre part, la magistrature empêche les camarades de communiquer avec l'extérieur et n'admet pas la défense par un avocat parce qu'il n'existe pas de droits juridiques pour la population.

L'arrestation des camarades est la conséquence des dénonciations de membres du Parti Communiste et d'agents de Fidel Castro. Quelques semaines avant, ils ont observé constamment les allées et venues des camarades, ont mené dans la presse et parmi les associations d'étudiants une campagne de calomnies contre eux et contre le trotskysme. ILS ONT DENONCE, NOMEMENT, TOUS LES CAMARADES QUI VIENNENT D'ETRE ARRETES. De cette manière, ils avaient effectivement préparé les conditions pour que la police puisse agir.

Il faut dénoncer devant le mouvement ouvrier mondial cette campagne de trahisons et de délations orchestrées par les partis communistes. Il faut condamner énergiquement ces méthodes indignes de la morale prolétarienne, indignes de l'appartenance au mouvement ouvrier.

En outre, à Cuba, viennent d'être arrêtés deux camarades trotskystes. L'un est le camarade H. Ferrera, de l'autre nous ignorons jusqu'à présent le nom. Nous faisons appel à exiger la libération de ces camarades qui, à Cuba, luttent pour le développement de la révolution socialiste cubaine et mondiale, pour la défense inconditionnelle de l'Etat Ouvrier cubain, et à exiger que soit garanti et reconnu le droit aux trotskystes cubains, de fonctionner comme parti, de publier leur propre presse, de lutter publiquement pour le programme de la révolution permanente.

Nous faisons appel à tous les militants et dirigeants du mouvement ouvrier belge, à dénoncer et condamner ces trahisons, à exiger des comptes, au sujet du comportement des bureaucrates et agents du Parti Communiste Mexicain, à organiser des discussions sur toute cette campagne mondiale de trahisons, à exiger d'y mettre fin immédiatement.

La dénonciation contre nos camarades mexicains n'est postérieure que de quelques semaines à celle qui a provoqué l'assassinat de Francisco AMADO et d'autres dirigeants et militants du M.R.-13 Novembre du Guatemala.

Nous faisons appel à tout le mouvement ouvrier belge, à l'avant-garde révolutionnaire, aux partis ouvriers, aux syndicats, aux militants et dirigeants révolutionnaires du P.S.B., des P.C., de la C.S.T., de la F.G.T.B., aux intellectuels et organisations estudiantines, aux journalistes du mouvement ouvrier, à envoyer des lettres, des télégrammes, des résolutions, des signatures récoltées dans les usines, dans les syndicats, les partis ouvriers, les écoles, les universités.

Envoyer ces protestations à l'Ambassade du Mexique à Bruxelles (rue E. Claus); pour exiger la libération des militants trotskystes et du journaliste révolutionnaire Adolfo GILLY; pour exiger la restitution de l'argent et des objets saisis, pour exiger le droit aux prisonniers à se défendre publiquement et juridiquement. Nous faisons appel à exiger la fin immédiate de la répression policière contre les trotskystes et autres tendances révolutionnaires au Mexique.

(Envoyer copie des lettres à C. POLET, B.P. 73, Charleroi).

RESOLUTIONS POUR LA LIBERATION DES TROTSKYSTES MEXICAINS ET DU JOURNALISTE REVOLUTIONNAIRE ADOLFO GILLY.

Monsieur le Président Diaz ORDAZ,
Palais du Gouvernement
MEXICO DF
MEXIQUE.

Nous protestons contre l'arrestation par votre police, du journaliste révolutionnaire Adolfo GILLY et des militants trotskystes Oscar Fernandez, sa femme et plusieurs autres. Nous exigeons que leurs droits civils de défense leur soient reconnus. Nous exigeons leur libération immédiate et la fin de la répression contre les militants révolutionnaires mexicains.

(Signé : Un groupe d'ouvriers grecs de « Démocratie Ouvrière »).

Monsieur le Président Diaz ORDAZ.

Les militants et sympathisants du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskyste, section belge de la IVe Internationale, réunis à l'école de cadres du Parti, protestent fermement contre l'arrestation des camarades trotskystes mexicains, Oscar FERNANDEZ, sa femme et plusieurs autres, et du journaliste Adolfo GILLY. Ils exigent que ces camarades puissent exercer tous leurs droits civils de défense; ils exigent leur libération immédiate et la fin de la répression contre les militants révolutionnaires au Mexique. Ils s'engagent, en outre, à développer de toutes leurs forces, la campagne pour la libération de ces camarades, au sein du mouvement ouvrier belge.

LA LUTTE OUVRIÈRE



Prolétaires de tous les
pays, unissez-vous !

**Les projets
Gilson
sont une menace
pour la liberté
des Travailleurs**

Première année — No 3
Novembre 1962
2 francs

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire — Section Belge de la IV^e Internationale (Trotskyiste)

Pour arrêter l'offensive capitaliste et imposer les revendications ouvrières :

■ Front unique des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière ■ Organiser la grève générale

Une mobilisation comme celle de décembre 1960 et janvier 1961, mûrie dans le prolétariat. La grève et les manifestations des ouvriers liégeois du 24 octobre, les arrêts du travail au Namurois, à la métallurgie du Hainaut, ainsi que les grèves qui sont survenues dans différentes régions du pays, en sont l'expression. Il s'agit d'un développement des luttes extra-parlementaires. Si la bourgeoisie fait aprouver dans le parlement, l'une après l'autre, ses lois réactionnaires (lois fiscales, lois linguistiques, projets de « maintien de l'ordre »), la classe ouvrière montre sa décision de s'opposer à ces projets réactionnaires.

La bourgeoisie a besoin de concentrer son pouvoir économique, militaire, dans la préparation de la guerre contre les Etats ouvriers, dans l'OTAN et le Marché Commun. Mais cette concentration impose une concurrence accrue au sein du Marché Commun avec les grandes puissances industrielles et agricoles de l'Europe. La bourgeoisie belge doit pour ses besoins économiques et militaires et en fonction des plans mondiaux de l'impérialisme, de liquider des secteurs non compétitifs, faire des investissements accrus pour moderniser son appareil productif, de financier en même temps tout le poids mort des dépenses de guerre. Pour cela, il a besoin d'un gouvernement fort. La grande grève de 60-61 ébranla cette tentative ; elle a eu besoin de deux années avec la collaboration des socialistes, pour remettre en place sa politique offensive.

Malgré toute la politique des socialistes et des directions syndicales, elle n'a pas pu démobiliser la classe ouvrière. La tentative de concentrer toutes les forces de son appareil, fait éclater la crise dans le P.S.B., dans la F.G.T.B. et dans le propre parlement et dans le gouvernement.

La bourgeoisie belge veut détourner les forces du prolétariat et affaiblir son influence sur les couches petites-bourgeoises et paysannes. Elle profite pour cela des contradictions linguistiques et les pousse pour introduire une perturbation dans la classe ouvrière, en tâchant de détourner sur une voie fédéraliste bourgeoise, les mé-

contentements populaires.

Mais l'éclatement du fédéralisme, c'est aussi une expression de la crise sociale et politique de la bourgeoisie. La concentration capitaliste, les besoins de concurrence, a ébranlé la stabilité des couches traditionnellement conservatrices, comme la paysannerie, qui constituaient une base sociale de la bourgeoisie, ainsi que des couches très importantes de la petite-bourgeoisie, artisanales, etc...

Les mobilisations paysannes d'un côté et les mobilisations régionales, wallonnes ou flamandes de l'autre, malgré sa direction bourgeoise et son expression chauviniste, constitue une voie de canalisation et de décharge du mécontentement de couches entières de la petite bourgeoisie et des masses, devant la dégradation de sa situation économique et sociale. La bourgeoisie détourne ce mécontentement par des revendications fédéralistes, elle peut utiliser des mobilisations comme la marche sur Bruxelles pour exercer une pression sur le mouvement ouvrier, elle peut jouer sur l'affaiblissement et le détournement des forces ouvrières que signifie le fédéralisme wallon du MPW pour tâcher de faire passer ses lois réactionnaires ; mais cela montre aussi que la bourgeoisie n'a pas pu développer une force, une mobilisation, une base sociale et politique à elle et qu'elle est contrainte à encourager et à apporter un soutien à des forces qui attaquent ses propres intérêts d'un Etat centralisé, d'une administration, d'un appareil et d'une base sociale centralisés pour appuyer le processus de concentration capitaliste. Les succès de la bourgeoisie ont été jusqu'à maintenant d'avoir pu opposer à l'unification ouvrière et à un programme ouvrier capable d'attirer les autres couches de la population, une prééminence politique de la petite-bourgeoisie par l'intermédiaire du fédéralisme flamand et du MPW. La grève de 60-61 a montré comment la classe ouvrière avait la décision et la force pour centrer la lutte contre la politique capitaliste et pour renverser le gouvernement capitaliste. Cette lutte a montré qu'était possible l'unification des ouvriers FGTB et CSC, des travailleurs wallons et flamands et de donner un

centre et un programme à la petite bourgeoisie pauvre et à la paysannerie mécontente. C'est pour cette raison que les mouvements fédéralistes ont été pour la bourgeoisie, un moindre mal, un instrument pour retourner et tâcher de polariser, derrière un programme petit-bourgeois réformiste, des couches ouvrières qui pouvaient et devaient donner un centre révolutionnaire. Si le PSB s'est montré incapable d'arrêter la classe ouvrière, le renardisme et le MPW ont joué le rôle de détourner les mouvements et d'empêcher que la classe ouvrière tire toutes les conclusions politiques et révolutionnaires de l'expérience qu'elle venait de vivre.

Le PSB au gouvernement pour renforcer le pouvoir capitaliste, le MPW, dans le mouvement syndical pour affaiblir et détourner la lutte ouvrière n'ont pas été suffisants pour démobiliser la classe ouvrière. La bourgeoisie développe son offensive longuement préparée. La classe ouvrière répond en résistant au rythme de travail à l'intérieur des usines et aux mesures prises contre son niveau de vie et contre ses droits syndicaux et politiques.

Les travailleurs wallons savent que leur ennemi de classe est dans leur propre Wallonie, que les travailleurs de Liège, du Borinage sont exploités par des patrons wallons. Il n'y a pas une communauté qui opprime une autre, mais un capitalisme belge qui opprime les travailleurs flamands ou wallons et qui aujourd'hui concentre ses forces pour imposer sa loi fiscale, ses lois linguistiques, ses lois anti-grève.

L'actuel mûrissement des luttes ouvrières développe la crise intérieure dans le PSB ; la FGTB, le MPW. La même direction syndicale se sent menacée par le plan du gouvernement. Les menaces de quelques leaders syndicaux wallons de former un nouveau parti, constituent un chantage pour la direction du PSB, mais c'est aussi une expression indirecte de la recherche par la classe ouvrière, d'une nouvelle orientation et d'une nouvelle direction.

La loi du « maintien de l'ordre » et les autres menaces, constituent une offensive générale contre la classe ouvrière au moment où le capitalisme belge a besoin de soutien, d'une base

sociale.

La classe ouvrière belge elle-même est stimulée d'une façon permanente et continue, par le développement de la révolution mondiale, en Algérie, à Cuba, dans les Etats ouvriers, par l'affaiblissement mondial de l'impérialisme. Les sentiments profonds anticapitalistes révolutionnaires des masses se développent et donneront le sens à la prochaine mobilisation. La lutte pour l'augmentation des salaires d'après le coût de la vie, pour les 40 heures, pour des conditions plus humaines de travail à l'intérieur de l'usine, pour l'égalité des salaires des femmes par rapport à celui des hommes et la lutte contre la loi du « maintien de l'ordre » et contre les autres lois réactionnaires, développent l'initiative ouvrière en partant des usines et le besoin de l'unification générale des forces ouvrières, dans un front unique de toutes les organisations ouvrières, syndicales et politiques, contre la loi du « maintien de l'ordre ».

L'unification des forces ouvrières de tout le pays, dans la grève générale, doit être le centre de la préparation de la lutte contre l'offensive capitaliste dans une prochaine période.

C'est dans la lutte pour le pouvoir que les ouvriers wallons et flamands s'unifieront, et qu'ils trouveront la solution des légitimes revendications de rémunération, d'égalité des droits linguistiques, d'autodétermination.

EN VENTE

Suppléments à «Lutte Communiste»
CUBA :

— Manifeste de la 2^e Conférence
du Parti Ouvrier Révolutionnaire
(Trotskyiste).

— L'Etat Ouvrier Cubain et la Révolution permanente.
J. POSADAS.

N.F. 1

Commande au C.C.P. ou contre envoi
de timbres à la Boîte Postale.

LUTTE COMMUNISTE No 1.

Résolutions de la Conférence extraordinaire
de la IV^e Internationale
d'avril 1962.

N.F. 1.

LUTTE COMMUNISTE No 2.

Résolution de la Conférence Constitutive
de la Section Espagnole.

N.F. 1.

Droit et défense inconditionnels pour l'Etat Ouvrier Cubain de s'armer !

La bourgeoisie mondiale essaye de présenter l'acceptation de Kroutchev de retirer les missiles de Cuba comme une déroute de l'Etat ouvrier. Ni la révolution cubaine, ni les Etats ouvriers n'ont subi de défaite. La bureaucratie soviétique et plus particulièrement la tendance Kroutchev s'est vue devant le péril d'aller jusqu'à la guerre atomique. Mais d'autres tendances à l'intérieur de l'URSS et des autres Etats ouvriers veulent, sont disposées à aller jusqu'à la guerre atomique pour ne pas céder au chantage impérialiste.

La rapide décision de Kroutchev est à considérer dans cette situation; elle provoquera une crise qui s'étendra dans les rangs de tous les partis communistes. La crise avec la Chine s'amplifiera.

LA NON-INVASION DE CUBA : IMMENSE DEFAITE DE L'IMPERIALISME.

La coexistence, la compétition pacifiques seront mises en question de façon toujours plus ouverte. La bureaucratie sent venir la guerre atomique parce qu'elle ne peut laisser reprendre Cuba par l'impérialisme. Elle a choisi de céder devant la concession importante et fondamentale qu'a fait l'impérialisme en acceptant de ne pas envahir Cuba.

Les véritables vaincus sont l'impérialisme et la politique de coexistence pacifique de la bureaucratie soviétique. Mais, la bureaucratie n'a pas lâché Cuba. L'impérialisme a dû céder sur l'objectif fondamental qui l'anime; l'invasion de Cuba. Le peuple cubain n'a pas cédé, il ne s'est pas laissé paralysé par la peur, il a poursuivi la lutte en vue de faire échec à l'impérialisme. Sachant que la riposte viendrait de la part des Etats ouvriers, l'impérialisme ne s'est pas lancé à envahir Cuba. La résistance du peuple cubain s'est maintenue. Il ne s'est pas laissé intimidé. Il a montré qu'il était prêt, avant comme à présent, à refouler l'invasion. La bureaucratie a été contrainte de soutenir le peuple cubain. Le peuple cubain a démontré qu'il était plus fort que toutes les armes atomiques de l'impérialisme. Quarante bateaux remplis d'armes atomiques, 500 avions, n'ont pas impressionné le peuple cubain, et l'impérialisme n'a pas envahi Cuba. Plus encore, l'armée cubaine a abattu un avion américain. Si la bureaucratie soviétique n'a pu négocier en lâchant l'Etat ouvrier cubain, c'est parce que l'alliance mondiale des Etats ouvriers repose sur une nécessité objective et sur l'existence de l'armée soviétique et des masses des Etats ouvriers.

L'impérialisme a hésité à envahir Cuba alors qu'il y était totalement préparé, par peur de la réaction des masses du monde, d'Amérique latine, des Etats ouvriers et plus particulièrement de l'URSS et de la Chine. Cette hésitation renforce la volonté des masses du monde de lutter pour chasser l'impérialisme. Pris au piège de leurs sentiments pacifistes, les partis socialistes et communistes ne sont pas appelés à une mobilisation de classe. Ils se montrent incapables d'unir la lutte de classe à l'échelle mondiale parce qu'ils ont éliminé tout sentiment de combativité internationaliste. Les partis socialistes et communistes se sont bornés à des protestations verbales sans grand enthousiasme.

MOBILISATION MONDIALE DES MASSES POUR LA DEFENSE DE CUBA.

Ce dont Kennedy et Kroutchev ont eu le plus peur, c'est de la mobilisation spontanée que Cuba déclenche. Les dockers d'Indonésie et de Rio de Janeiro ont pris la décision de boycotter tous les navires américains et tous ceux des pays qui soutiennent l'impérialisme. Au Chili, les dockers de Santiago se sont refusés à décharger les bateaux américains. En Bolivie, il y a eu des manifestations de solidarité au cours desquelles sont morts des manifestants. En Italie, il y a eu de violentes attaques des ambassades yankee, à Milan, plus particuliè-

rement. Dans une telle situation, ni bureaucratie soviétique ni la bureaucratie chinoise, n'ont lancé d'appel à la mobilisation des masses des Etats ouvriers, alors que celles-ci voulaient entrer en lutte pour la défense et le soutien de la révolution socialiste cubaine afin d'expulser l'impérialisme. Si les masses des pays capitalistes manifestent leur esprit de combativité résolue contre l'impérialisme en soutien de Cuba-Etat ouvrier, les masses des Etats ouvriers démultiplieront leur décision et leur combativité. Elles auront une influence énorme sur les masses du monde y compris sur celles d'Amérique du Nord. L'impérialisme qui s'est militairement préparé pour envahir Cuba, n'a pas trouvé le soutien et la mobilisation sociale suffisante — même aux Etats-Unis — pour le faire. A l'inverse, l'Union Soviétique dispose de cette base et c'est ce qui est décisif.

LE DEMANTELEMENT DES BASES SOVIETIQUES A CUBA : TENTATIVE POUR MAINTENIR LES INTERETS DE LA BUREAUCRATIE.

Une chose est le démantèlement des bases, une autre de permettre l'invasion. Il est certain que ce que craint l'impérialisme c'est Cuba-Etat ouvrier et non les bases qui sont une chose secondaire. L'armement de l'Etat ouvrier cubain a reçu un dur coup, mais non l'Etat ouvrier. La bureaucratie a agi avec cette précipitation de fait du développement d'un commencement de crise en URSS où existent des tendances qui veulent faire face à l'impérialisme pour rompre le blocus.

Dans la lutte pour l'écrasement mondial du capitalisme par les Etats ouvriers, les masses révolutionnaires, les révolutions socialistes, il peut être à un moment donné nécessaire d'accepter de faire des concessions, passer des accords sur l'un ou l'autre point avec le capitalisme. Cela, seulement dans le cas où c'est nécessaire pour la marche en avant de la révolution socialiste. De telles mesures, discussions et négociations avec l'impérialisme doivent entrer dans le cadre d'une stratégie générale de lutte pour abattre le capitalisme. Les appels aux masses pour qu'elles interviennent doivent clairement leur montrer que c'est de la lutte entre le capitalisme et le socialisme dont il s'agit. A cette étape, l'Union Soviétique détient tous les avantages et les concessions qu'elle a faites — sans consulter le peuple cubain — n'étaient pas nécessaires. Elles ont été accordées, parce que la bureaucratie avait peur d'affronter l'impérialisme les armes à la main et d'appeler les masses à faire échec aux menaces et actions de blocus prises par l'impérialisme. Les masses immuables par l'intervention de l'impérialisme seraient intervenues pour faire échec au capitalisme. Pour cette raison également, Kennedy a accepté avec une très grande rapidité la proposition de Kroutchev. L'intention réelle de l'impérialisme était l'invasion et le bombardement de Cuba avec le double objectif de détruire tout ou partie de Cuba, de terroriser les masses et prévenir toute nouvelle révolution en Amérique Latine et dans le monde. Les concessions de Kroutchev à l'impérialisme n'ont pas été faites au nom des intérêts de la révolution, ou parce qu'il n'y avait pas d'autre issue, mais pour maintenir ses privilèges de direction bureaucratique de l'Etat ouvrier soviétique. Ces concessions n'ont ni renforcé la paix ni paralysé la révolution. Ce que cherche l'impérialisme, c'est à gagner du temps, et pour ce faire, sait qu'il peut s'appuyer sur la peur de la bureaucratie.

LE NON-SENS DE LA POLITIQUE DE COEXISTENCE PACIFIQUE.

Les masses de leur côté, ont tiré leur propre conclusion. Elles ont vu que la coexistence pacifique et la compétition pacifique n'ont aucun sens et qu'il faut avant toute chose abattre le capitalisme et l'impérialisme, par la force. L'impérialisme se prépare pour la guerre atomi-

que et il la lancera à n'importe quel moment. Mais d'un autre côté, elle peut éclater dans le cadre d'un processus compliqué, dans une situation qui pourrait échapper au contrôle aussi bien de la bureaucratie soviétique et chinoise qu'à l'impérialisme. La guerre atomique sera suivie inexorablement par la révolution. C'est de cela que la bureaucratie, comme l'impérialisme ont peur, car les masses démontrent, elles, qu'elles ne craignent pas la guerre atomique, ni les menaces de l'impérialisme. A la guerre, elles reprendront par la révolution avec force et rapidité.

Kennedy a accepté immédiatement la proposition de Kroutchev, parce qu'il a compris que derrière Kroutchev il y a des tendances résolues et non conciliatrices. Pour cette raison, la tendance Kennedy, voit en Kroutchev « un grand homme d'Etat ». En dépit de son déploiement de forces, de ses menaces, de ses quarante bateaux super armés, de ses 500 avions et de ses 40.000 soldats de la base de Guantanamo (sans compter les 50.000 hommes de l'équipage), l'impérialisme n'a pas osé envahir Cuba. Cette invasion était son objectif. Le blocus avait pour but de justifier et de préparer l'invasion. Aujourd'hui il se voit dans l'obligation de déclarer qu'il lève la quarantaine et s'engage à ne pas envahir Cuba. Pour cette raison, les concessions de Kroutchev à l'impérialisme ne sont pas une défaite. Les deux parties ont fait des concessions, mais c'est l'impérialisme qui a fait les plus importantes. La situation n'est ni réglée, ni terminée. Le peuple cubain n'a pas encore réagi. On ne l'a pas encore laissé exprimer sa réaction. Il le fera rapidement en rejetant les bases de l'accord. Il a le droit de s'armer auprès de qui il veut et avec les armes de son choix. Il n'est pas exclu qu'une crise ne se développe dans la direction de la révolution cubaine, devant la pression des masses qui veulent mettre en défaite l'impérialisme. Les stalinien tâcheront de nous porter des coups, mais cela donnera également des éléments de crise.

Ce qui est en train de s'ouvrir, c'est l'étape de la chute de Kroutchev. Il est exclu que la bureaucratie puisse lâcher Cuba. Il faut rejeter comme imbéciles toutes ces théories disant que Cuba a été lâché. La bureaucratie a dû céder pour justifier et trouver un appui à sa politique de coexistence pacifique. Mais déjà une lutte sérieuse contre l'aile kroutchévienne a commencé sur une série de problèmes militaires qui sont déterminants à cette étape. La crise qui va se développer dans la bureaucratie partira du niveau atteint, niveau qui est très élevé. Les tendances appelées « dures » interviendront dès le commencement. Toute la situation démontre la futilité de la théorie de la coexistence pacifique. Il vient d'être démontré que la guerre atomique est possible à n'importe quel moment. L'impérialisme yankee a cherché à donner un aliment à la bourgeoisie et à l'impérialisme mondial. Il n'y est pas parvenu. Il essaiera à présent de se rapprocher de la révolution socialiste cubaine pour en contenir le développement dans les limites de Cuba. Pour cela, il est possible qu'il compte avec la collaboration de Kroutchev, qui également de son côté a intérêt à contenir la dynamique socialiste de la révolution cubaine.

FAIRE DE CUBA UNE NOUVELLE YUGOSLAVIE EST IMPOSSIBLE.

Des secteurs de la bourgeoisie latino-américaine et de l'impérialisme vont faire pression pour faire de Cuba une Yougoslavie, en considérant que c'est là le moindre mal. Mais même dans ce cas, ce serait une défaite pour l'impérialisme parce qu'il se verrait encore dans l'obligation d'admettre l'existence d'un Etat ouvrier en Amérique Latine dont la seule présence est un élément d'influence révolutionnaire. Une telle voie, l'impérialisme ne l'acceptera pas non plus. De la part de la bureaucratie, une telle solution serait acceptable, car elle serait un moyen d'arriver à un arrangement avec l'impérialisme. Mais Kroutchev n'est pas seul pour décider, il doit compter avec l'opposition qui se lève dans l'armée et dans les masses soviétiques. Kroutchev a déclaré qu'il continuerait à soutenir Cuba. Ces déclarations ne s'adressent pas seulement à l'impérialisme yankee mais sont fondamentalement dirigées à

la population, à l'armée soviétique et chinoise, aux populations des autres Etats Ouvriers, du monde colonial et semi-colonial. Kroutchev ne peut agir en fonction de ses seuls intérêts; il doit compter avec la pression et la préoccupation des masses du monde. Cette situation montre que l'on se rapproche chaque jour davantage des limites possibles d'accord avec l'impérialisme. De l'épreuve de force, l'impérialisme ne sortira pas vainqueur. Kroutchev n'a ni le pouvoir, ni la force pour décider si Cuba doit être ou non neutre. Il est en cela empêché par les forces que développe la révolution politique en URSS et dans les autres Etats Ouvriers; il se heurte fondamentalement à l'opposition des masses cubaines. La révolution cubaine ne peut vivre neutre; ce serait sa mort par isolement. Les masses cubaines et l'Etat ouvrier cubain sont un facteur primordial de la révolution coloniale. Cuba représente et fait partie du puissant développement des Etats Ouvriers et de la Révolution coloniale, dont les processus sont unis dialectiquement. Ce sont là les bases et les conclusions d'où il faut partir. Elles démontrent que l'impérialisme peut être écrasé et mis en déroute à Cuba comme dans le reste du monde.

LA CRISE CUBAINE, FACTEUR D'ACCELERATION DE LA REVOLUTION POLITIQUE EN U.R.S.S.

La lutte de façon indirecte est déjà entamée au Kremlin, entre ceux qui veulent faire face à l'impérialisme y compris par la guerre atomique et la tendance Kroutchev qui cherche la conciliation dans la politique de coexistence pacifique. La presse impérialiste mondiale appelle au soutien de Kroutchev, parce que c'est « un premier ministre avec lequel on peut traiter ».

L'absence d'une direction révolutionnaire et d'un parti révolutionnaire, les crises que provoque l'avance de la révolution socialiste mondiale trouvent à s'exprimer dans la lutte de tendances. La « crise » cubaine n'a pas été provoquée par un recul de la révolution, mais par la tentative de l'impérialisme de contenir et d'écraser la révolution socialiste à Cuba. Cette tentative a échoué. TELLE EST LA CONCLUSION LA PLUS IMPORTANTE qu'il faut tirer concernant les concessions misérables que la bureaucratie soviétique, représentée par Kroutchev, a faites.

Les Chinois qui maintenant protestent, n'ont au paravant rien dit et rien fait. Ils ne se sont pas mobilisés, ils n'ont pas appelé les masses chinoises à se mobiliser, comme ils auraient dû le faire. Aucun parti communiste du monde n'est sorti, ne s'est levé, pour appeler les masses à se mobiliser, à faire échec à l'impérialisme. Tous les partis communistes sont restés sur des positions conservatrices, passives, en parlant de conciliation et de paix, contrairement à l'impérialisme qui s'est organisé pour la guerre atomique. Le petit Etat ouvrier cubain vient de montrer son énorme et invincible force de résistance en rejetant le terrorisme qui s'exerce sur lui. D'un autre côté, il faut souligner que Fidel Castro, n'a pas non plus lancé d'appel aux masses du monde pour qu'elles se mobilisent dans la lutte anti-capitaliste.

La force mondiale de la révolution permanente, de la révolution coloniale, se mesure dans le fait que la bureaucratie soviétique ne peut se servir de Cuba comme d'une monnaie d'échange. Les masses soviétiques se montrent insatisfaites, parce qu'elles sentent que l'impérialisme peut être enterré, lui et ses armes atomiques. Elles se sentent plus fortes, plus sûres d'elles-mêmes, lorsqu'elles voient l'impérialisme renoncer à l'invasion en dépit de sa puissance économique et militaire. C'est cette leçon qui demeure dans la conscience des masses du monde. Elles se sentent alors capables d'enterrer, elles aussi le capitalisme.

L'expérience de cette étape amènera Kroutchev à chercher la conciliation, la négociation avec l'impérialisme, que ce soit sur l'armement, sur de nouvelles révolutions. L'impérialisme tentera de tirer des avantages et de faire pression pour obtenir cet accord en cherchant à exploiter la situation de faiblesse de l'aile kroutchévienne face à l'opposition intérieure. De son côté, l'impérialisme sent qu'il a le danger de ce que Kroutchev doit dépasser et remplacer. Au sein de l'impérialisme existent également des tendances qui cherchent l'accord avec

Kroutchev, pour gagner du temps. Objectivement, il n'y a aucune base d'accord possible, de quelque ampleur que ce soit. Mais les masses cubaines ne se laisseront pas soumettre par les accords entre la bureaucratie et l'impérialisme. L'aile kroutchévienne ne pourra pas brader Cuba.

LE RENFORCEMENT DE L'INFLUENCE REVOLUTIONNAIRE DE CUBA.

La possession d'armes atomiques par Cuba est un élément pour stimuler non la guerre, mais le pouvoir ouvrier dans sa résistance à la menace d'invasion de l'impérialisme. Pour cette raison l'impérialisme cherche à désarmer Cuba. Il espère de la sorte, qu'en diminuant la puissance militaire de l'Etat ouvrier, il diminuera son influence d'un point de vue social et révolutionnaire. Le démantèlement des bases soviétiques à Cuba, est incontestablement un coup à la force militaire de l'Etat ouvrier, mais en aucune façon à sa force révolutionnaire, force qui réside dans son développement économique et social socialiste.

Il faut que le mouvement ouvrier mondial, les partis communistes, les centrales syndicales se mobilisent en défense de Cuba. Il faut expulser de Guantanamo l'impérialisme américain. Les forces armées seulement concentrées à Guantanamo sont supérieures à tous ce qui existe comme forces militaires et Amérique Latine, Cuba compris. Guantanamo est la base d'organisation de la contre-révolution impérialiste. Les accords que peut signer l'impérialisme n'ont aucune valeur. Les promesses de ne pas envahir Cuba ne seront pas et ne pourront pas être tenues. L'impérialisme ne peut accepter la présence de l'Etat ouvrier cubain. De mille façons, l'impérialisme cherchera à organiser la contre-révolution, l'isolement, le sabotage du Cuba. De l'intérieur, à partir de Guantanamo, et de l'extérieur, l'impérialisme organisera l'invasion de Cuba - Etat ouvrier. Les menaces de l'impérialisme sur Cuba font partie de la préparation de la guerre mondiale contre-révolutionnaire. Hors de cette guerre l'impérialisme n'a pas d'autre issue. Pour empêcher le développement socialiste intérieur et le rayonnement de son influence extérieure, l'impérialisme est prêt à déclencher la guerre mondiale atomique contre-révolutionnaire. Il ne faut pas laisser l'impérialisme gagner la moindre position. Le boycott et le blocus de Cuba ou de n'importe quel autre Etat ouvrier ou Etat de la révolution coloniale ne doit être permis.

En faisant le blocus de Cuba, l'impérialisme veut menacer, terroriser les masses du monde, pour empêcher de nouvelles révolutions socialistes, pour empêcher la transformation des révolutions coloniales en révolutions socialistes. C'est l'objectif poursuivi avec les mesures de blocus, les menaces d'invasion et la guerre atomique.

LA GUERRE ATOMIQUE SERA LA FIN DU CAPITALISME NON DU SOCIALISME. Dans une telle guerre, le capitalisme a tout à perdre, les masses, elles, n'ont rien à perdre. Pour cette raison, elles maintiendront leur cohésion dans la guerre, tandis que le capitalisme s'enfoncera dans le chaos et sera éliminé par les masses. Pour défendre leurs intérêts historiques, les Etats ouvriers n'ont aucune justification pour détruire le monde avec la guerre atomique. Ils détruiront ce qui sera nécessaire pour abattre le capitalisme, alors que ce dernier, qui a tout à perdre tentera de tout détruire. Des crises comme celles de Cuba, se reproduiront à court délai. Il n'y a aucune base objective pour contenir l'avance et le développement de la révolution coloniale, des révolutions socialistes.

CHASSER L'O. N. U. DE CUBA.

Les Etats ouvriers doivent venir en aide à Cuba pour chasser de Guantanamo l'impérialisme. Celui-ci ne cédera rien par les voies pacifiques. Parce qu'il a tout à perdre, il résistera avec la guerre atomique. Il faut l'expulser par la force. Il faut développer une campagne mondiale pour l'expulsion de l'impérialisme de Cuba :

— hors de Cuba les représentants de l'O.N.U. qui sont des espions du capitalisme mondial, de l'impérialisme yankee.

La bureaucratie a accepté l'intervention de l'O.N.U. pour montrer au capitalisme mondial ses volontés de conciliation. L'impérialisme, de son côté, a accepté cette attitude de la bureaucratie soviétique parce qu'elle lui donne un avantage contre-révolutionnaire. L'impérialisme va tenter de soumettre le développement de la révolution socialiste cubaine aux normes et aux intérêts de l'O.N.U. qui n'est qu'un repaire de bandits au service de l'impérialisme mondial. Ce n'est pas sur les juges des Nations-Unies, que les masses comptent pour faire triompher la révolution coloniale et instaurer des Etats ouvriers.

— Hors de Cuba l'O.N.U.

Ce sont les masses du monde qui doivent intervenir. Il faut organiser le sabotage, le boycott mondial de tous les bateaux de l'impérialisme yankee et de tous ceux qui le soutiennent dans le blocus et les menaces contre Cuba. Il faut organiser la grève générale anti-capitaliste pour l'expulsion de l'impérialisme de Guantanamo. Il faut imposer le retrait de toutes les bases impérialistes de tous les pays du monde.

— Appui inconditionnel à la révolution socialiste et à l'Etat ouvrier cubain.

Pour l'Etat ouvrier cubain, s'armer est un devoir et une nécessité. Il doit choisir ses armes et ses fournisseurs comme il l'entend. L'impérialisme se prépare pour tenter d'envahir une troisième fois Cuba. Contre cela, les Etats ouvriers doivent se mobiliser pour la défense de Cuba. L'impérialisme ne peut mettre en acte aucune de ses promesses de paix. La paix c'est sa mort. C'est la raison pour laquelle il se prépare avec autant d'acharnement à la guerre atomique. La paix signifierait le développement sans obstacles des Etats ouvriers, le développement des révolutions coloniales et prolétariennes, l'instauration de nouveaux Etats ouvriers. L'impérialisme ne peut accepter les conséquences de la paix. Il n'y a aucune paix possible parce qu'il n'y a aucune force sociale et économique historique capable de contenir, de vaincre l'avance inexorable de l'histoire vers la révolution socialiste mondiale et l'instauration d'Etats ouvriers. L'impérialisme dirigé par les Yankees espère seulement survivre historiquement grâce aux armes et à la guerre atomique.

L'expérience de la tentative contre-révolutionnaire de l'impérialisme à Cuba se répétera, il faut se préparer pour cette éventualité. Dans ce but, il faut développer les luttes anti-capitalistes pour affaiblir et mettre en échec le capitalisme. Pour l'impérialisme, il n'existe aucune mesure démocratique, aucun compromis de respect de la démocratie. L'impérialisme ne respecte rien. Il tâche de gagner du temps. Le monde est pour un tiers constitué par les Etats ouvriers, pour un tiers par les pays de la révolution coloniale. Les forces de la révolution sont immenses. Elles permettent l'organisation mondiale de la défense de l'Etat ouvrier cubain, pour le respect de ses droits, pour la liberté de ses échanges commerciaux et diplomatiques avec tous les pays du monde, sans blocus, sans quarantaine. L'unique et véritable manière de soutenir Cuba c'est d'appeler et d'organiser les masses du monde dans le Front Unique anti-impérialiste pour abattre le capitalisme.

29 octobre 1962.

J. POSADAS.

PEROU :

— Le Coup d'Etat militaire et la Révolution socialiste au Pérou.
J. POSADAS.

N.F. 0,50

ITALIE :

— « Vive le Léninisme », traduction intégrale du document de l'opposition du Parti Communiste Italien à Padoue.

N.F. 0,50

Le bolchevisme : c'est un programme, une trempe, une morale, une discipline, une politique, une organisation de l'avant-garde préparée et résolue à assaillir le pouvoir.

TROTSKY.

Une vie au service de la classe ouvrière

Léon LESOIL

Il y a vingt ans, notre camarade Léon Lesoil succombait dans le camp de concentration hitlérien de Hambourg - Neuengamme.

Il nous est impossible dans le cadre d'un petit article de retracer la vie de ce camarade dans tous ses détails. Rappelons brièvement que Lesoil, tout jeune et croyant encore à « la guerre juste et pour le droit » s'engagea dans l'armée belge en 1914. Envoyé en Russie avec la mission militaire belge, il vécut toutes les péripéties de la révolution, se retrouvant en Amérique dans une assemblée d'officiers de toutes les nations alliées, où il était question de recruter des hommes pour la « Croisade » contre le Bolchevisme. Lesoil se leva pour combattre cette proposition et prit hautement la défense des Bolcheviks et du régime des Soviets, ce qui lui valut l'expulsion de ce pays. Vingt-quatre heures après, il était invité à s'embarquer et à traverser l'océan.

Rentré en Belgique, Lesoil se jeta dans la mêlée politique et prit une part active à la fondation du Parti communiste.

Diplômé comme géomètre et conducteur des mines, il entra au charbonnage du Gouffre à Châtelaineau. Mais son activité comme propagandiste et comme agitateur déplut à la direction de ce charbonnage et il fut congédié. Après avoir travaillé comme ouvrier à veine dans un autre charbonnage, il fut définitivement chassé. Notre camarade ne se découragea pas et pour gagner sa vie et subvenir au besoin des siens, il alla draguer du résidu dans la Sambre.

Arrêté en 1923 en même temps que tous les dirigeants du Parti com-

muniste, à l'occasion du fameux « Grand complot » inventé par la bourgeoisie, Lesoil et ses camarades furent acquittés.

A partir de 1924, commencèrent pour lui d'autres épreuves. C'est alors que débuta à l'intérieur du parti communiste la lutte stalinienne des trotskystes contre la dégénérescence de l'Etat ouvrier, dans cette lutte qui se termina en 1927 par l'exclusion de toute l'opposition trotskyste. Lesoil fit preuve du même courage moral et intellectuel que dans sa lutte contre le patronat, le gouvernement capitaliste et ses alliés réformistes. Aucune pression aucune tentative de corruption ne purent le faire dévier de la ligne politique qu'il considérait comme la seule juste, comme la seule qui puisse conduire le prolétariat mondial à la victoire.

En 1935, Lesoil collabore à « L'Action Socialiste », organe de la gauche du P.O.B.; en 1936, il fonde le parti socialiste révolutionnaire avec « L'Action socialiste et le groupe trotskyste « Spartacus ». Il collabore régulièrement à « La Lutte Ouvrière ». En 1938, il participe à la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale à Paris.

Arrêté le 22 juin 1941, il est interné à Huy, puis à Hambourg-Neuengamme où il meurt le 3 mai 1942, épuisé par les travaux forcés, la sous-alimentation et les mauvais traitements.

Le camarade Lesoil resta fidèle au Léninisme et au Trotskysme. Que sa vie et sa mort nous servent d'exemple et continuons la lutte dans la voie tracée par de tel militant.

EDOUARDO H.

La lutte des femmes pour "Salaire égal à travail égal"

Le jeudi 25 octobre 1962, à 14 h. la FGFB a organisé une manifestation des ouvrières des A.C.E.C

Nous étions 150 femmes (environ) à nous rendre en manifestant au Palais du Peuple pour la revendication « Salaire égal à travail égal ». C'est en chantant l'International que nous sommes passées dans les artères principales de Charleroi, où nous avons été applaudies par plusieurs autres femmes.

Malgré les menaces prévues par les patrons des A.C.E.C., les ouvrières de la pause de 2 h. à 10 h. se sont jointes à la manifestation, démontrant ainsi leur ferme volonté de lutte.

Cette manifestation est venue après la grève, qui était la cause des revendications du salaire féminin. En empêchant les assemblées syndicales pour discuter le problème des femmes, le patronat a montré qu'il n'était pas disposé à céder facilement sur les revendications et qu'il a voulu par là même frapper le syndicat pour essayer de décourager la lutte engagée par les femmes.

Mais les ouvrières ont riposté rapidement et nous prouvent par là que nous pouvons compter sur la soli-

darité agissante des hommes.

La direction syndicale n'a pas été capable de mener la véritable lutte jusqu'à la victoire des revendications légitimes des femmes.

Lors de la réunion qui s'est tenue au Palais du Peuple après la manifestation, la direction syndicale n'a pas non plus donné une orientation, une perspective claire de lutte et des moyens à utiliser.

Le lundi 17 novembre aura lieu à Bruxelles une concentration nationale des ouvrières de toutes les entreprises du pays. Nous devons mettre à profit cette concentration pour mettre au point un programme et un plan d'action national ; **lutter pour l'égalité des salaires féminin avec les hommes immédiatement** et non par étapes comme la direction syndicale se propose de faire.

Pour réaliser cette conquête, il faut que la concentration de Bruxelles fixe un plan de **mobilisation générale** dans tout le pays, entreprise par entreprise avec une coordination de lutte du secteur masculin.

Nathalie DEVOS.

Une tendance révolutionnaire surgit au sein des J. G. S.

Le développement d'une tendance révolutionnaire au sein des J.G.S. de la région de Charleroi, sa rapide liaison avec les idées trotskistes, a sonné l'alarme chez les dirigeants du P.S.B.

La montée des luttes des ouvriers, de leur conscience, pousse la crise à l'intérieur du P.S.B., dont la direction mène la politique du capitalisme contre le prolétariat. Le développement des positions révolutionnaires constitue un péril croissant pour les bureaucrates des partis et des syndicats.

C'est pour cela que l'appareil a réagi rapidement, pour essayer d'étouffer l'opposition révolutionnaire aux J.G.S. de Charleroi. C'est Mandel concierge « de Gauche » vigilant sur la pureté des rangs du P.S.B., qu'en est venu à remplir cette sale tâche.

Devant une cinquantaine de personnes, un exposé néo-réformiste a été contesté par plusieurs assistants. Notamment par le camarade Gustave Dache, président des J.G.S. de Charleroi, qui a répondu à Mandel, en montrant l'inefficacité de la politique que « La Gauche » inspire à la J.G.S.

Nous publions ci-dessus des extraits de l'intervention du Camarade Dache G., qui a fini d'ailleurs son intervention en manifestant son ralliement aux positions trotskistes.

C'est la grève générale, et la lutte pour le renversement du gouvernement et du capitalisme qui mûrit à ce moment parmi les travailleurs, et ce mûrissement ne se développe pas seulement contre la bourgeoisie, contre le P.S.C., mais aussi contre ses complices du P.S.B. Parmi les ennemis à abattre par la classe ouvrière, il n'y a pas seulement que les Lefèvre, les Gilson, mais aussi les Spaak et les Collard.

Les sentiments des jeunes socialistes sont du côté des ouvriers en lutte, contre le gouvernement. Mais les J.G.S. sont la jeunesse du P.S.B., du parti qui mène cette politique anti-ouvrière, même si elles ont un point de vue différent, elles sont jugées par la politique menée au gouvernement du mouvement auquel elles appartiennent.

Aujourd'hui, la seule politique correcte c'est de soutenir de toutes ses forces la mobilisation ouvrière, et agir pour l'unifier dans la GREVE GENERALE, développer la conscience socialiste et révolutionnaire des masses, pour faire cela, il faut dénoncer clairement ses ennemis, et parmi eux, se trouve la direction du P.S.B. Il ne s'agit pas de la réformer, de la bien conseiller, mais de l'abattre.

Au lieu de cela, les dirigeants de « La Gauche », qui orientent et dirigent politiquement les J.G.S., dans le dernier conseil national du P.S.B., ils demandent aux ministres socialistes de démissionner, de retourner dans l'opposition, et lutter pour le programme des réformes de structure, pour récupérer la confiance des masses. C'est-à-dire qu'ils conseillent aux ministres socialistes de faire une manœuvre démagogique, pour reprendre un peu de prestige devant les ouvriers, de façon qu'à l'avenir ils puissent vendre à nouveau leurs services à la bourgeoisie.

C'est cette politique réformiste et opportuniste qui mène à l'échec le mouvement J.G.S., qui n'arrive pas à intéresser un minimum de jeunes ouvriers et étudiants qui pourtant votent socialiste.

A la place d'une politique révolutionnaire véritablement socialiste, les J.G.S. axent leur politique sur la campagne anti-militariste.

Mais la politique de guerre est menée par la bourgeoisie, avec la collaboration aux premiers rangs des dirigeants socialistes. Spaak a été le secrétaire de l'OTAN, SON grand champion. Les J.G.S. brisent des fusils, mais ceux qui collaborent à la fabrication sont aussi des socialistes.

La lutte contre la guerre, ne peut être que la lutte pour le renversement du régime capitaliste, il est utopique de demander à l'impérialisme une renonciation à la guerre et à sa préparation. Marx nous a appris qu'aucune classe n'abandonne la scène de l'histoire sans se battre jusqu'au bout, et moins qu'aucune autre, la classe capitaliste qui a ac-

cumulé le plus grand pouvoir militaire et économique jamais connu, ne quittera la scène avant d'avoir eu recours à la guerre.

Toute lutte pacifiste qui n'est pas liée à la lutte de la classe ouvrière révolutionnaire, signifie un détournement des forces de l'énergie des jeunes sur une voie réformiste de simple pression inefficace. Les J.G.S. suivent cette voie de garage, tandis que la direction du P.S.B. mène la politique militaire du grand capital. Comme Liebrecht nous a appris, ce n'est pas en brisant les fusils, mais en les retournant contre les propres capitalistes qu'on combattra la guerre.

C'est dans la lutte des ACEC, des forges de Clabecq, dans la lutte contre la loi anti-grève, que la classe ouvrière se développe, affaiblit les capitalistes ainsi que son pouvoir militaire.

La tâche vraiment socialiste révolutionnaire actuelle, c'est de soutenir avec toutes nos forces ce mouvement actuel, lutter pour lui donner un programme révolutionnaire, pour aider à former une nouvelle direction, contre le programme et la direction trahisse du P.S.B.

Que Mandel, que « la gauche », s'ils veulent donner des conseils à Spaak, lutter pour réformer le P.S.B., luttent en réalité pour conquérir des sièges de députés, ou peut-être de ministre de l'Economie. Qu'ils conseillent aux ministres socialistes, fidèles servants du capitalisme, de passer tactiquement dans l'opposition pour redorer leur blason tellement pâli.

Notre lutte n'est pas de réformer le P.S.B., chose impossible, mais pour la révolution socialiste, pour que la classe ouvrière prenne une orientation révolutionnaire. Pour qu'elle renverse le capitalisme et ses chiens de garde.

Attention !

Une nouvelle menace aux droits ouvriers

On vient de dénoncer une nouvelle manœuvre de Gilson dirigée contre les libertés ouvrières. Le ministre de l'Intérieur vient de sortir une circulaire adressée aux Communes; cette circulaire va jusqu'à inviter les polices locales à se livrer à un travail de mouchardage. Lisez plutôt ce passage.

« Vous voudrez dès lors prendre les dispositions utiles pour que, indépendamment des avis qui sont déjà actuellement envoyés à l'administration de la Sûreté publique, les services de la Sûreté et le Service de la P.G.R. de mon département soient avisés :

» de toutes manifestations extérieures d'activité de groupements qui ont pour but de troubler la tranquillité publique;

» de l'existence de groupements ou associations réunissant des jeunes dans le but de les dresser contre l'ordre établi et de les amener à des réactions violentes et collectives. »

Mais tous ceux qui ont quelque chose à revendiquer, soit les ouvriers, les paysans, les jeunes, peuvent être accusés d'aller contre « l'ordre établi ». Parce que cet « ordre », c'est celui des capitalistes. Soit les lois du « maintien de l'ordre » ou la défense de « l'ordre établi », c'est la défense de « l'ordre capitaliste » qui est derrière. L'unification des forces ouvrières dans un Front Unique prolétarien et l'organisation de la grève générale, sont les chemins pour dérouter cet « ordre » d'exploitation.

EDOUARDO H.

Les Mineurs, leurs droits et revendications

Rappelons que la Commission Nationale Mixte des Mines a siégé ces derniers temps avec la participation de représentants syndicaux FGTB, patrons et gouvernementaux.

Rappelons aussi que le résultat des entretiens, au terme des accords conclus, ne concerne que les primes d'assiduité et de fin d'année. Nous en avons examiné les données dans un article de notre précédent numéro.

L'on est loin avec cela, des revendications qui sont au programme syndical de la Centrale FGFB des mineurs. Rappelons-le :

- Augmentation des salaires de 20 frs.
- Intégration de la prime d'assiduité.
- Réduction de la durée du travail.
- Restitution des neuf jours de congés complémentaires.
- Prime de fin d'année.
- Reconnaissance des maladies professionnelles.
- Statut spécial des mineurs.

Ce programme, dès son élaboration, n'était et n'est encore de la part des dirigeants de la Centrale des Mineurs, que tape à l'œil et promesses en l'air pour faire de la réclame syndicale d'affiliation.

Le coût de la vie monte en flèche. Pour n'en donner que quelques exemples : le beurre est augmenté de 6,- fr. par kg; le lait de 0,25 fr. par litre; le sucre, le pain, les loyers, sont aussi en augmentation, les redevances radio et télévision sont augmentées, etc... L'index, lui, reste stationnaire, à peu de choses près.

Les salaires des mineurs, et d'autres d'ailleurs, sont loin de suivre la hausse du coût de la vie. De leur augmentation et de l'intégration de la prime d'assiduité, il ne fut naturellement pas question à la Commission Mixte des Mines.

En tous points, le programme de la Centrale FGFB des Mineurs, reste lettre morte dans les poches des responsables syndicaux. Il est bon de rappeler, que les mineurs avaient arraché, par leur lutte avant la guerre de 1940, les 40 heu-

res avec salaire de 48 h., lesquelles furent réinstaurées dans les mines à partir de la deuxième guerre mondiale. Promesse fut alors faite, que les mineurs recouvreraient leur droit aux quarantes heures aussitôt que la guerre serait terminée. Ils attendent encore.

Patrons charbonniers de concert avec le capitalisme allemand d'occupation, ont tiré profit de la concession exigée des mineurs, profit que les premiers continuent à maintenir sur la durée du temps de travail des 45 h. appliquées actuellement, alors que le plein droit des mineurs serait depuis la fin de la guerre 40-45 de ne plus travailler que 40 h. payés au salaire des 48.

C'est, on s'en souvient, au nom de la « bataille du charbon », qu'un Van Acker et autres ministres, y compris deux communistes stalinien, appuyés par les responsables syndicaux, ont, après la guerre, soutenu de plein pied la cause et les intérêts des patrons charbonniers en particulier. Pour ces ministres et dirigeants, les 40 h. et autres revendications venaient après leur mot d'ordre : « Produire d'abord, revendiquer ensuite ». L'« ensuite », ce fut ce qui est : la régression de l'emploi dans les mines avec les revendications essentielles foulées aux pieds, par les directions syndicales FGFB et CSC.

Les mineurs ont appris à leurs dépens ce qu'il en coûte de se dévouer pour la cause patronale.

Ils seront dans la prochaine lutte générale que la situation impose avec tout ce qu'elle comporte de néfaste pour la classe ouvrière. Ils y seront armés d'une expérience qui leur servira à ne plus se laisser trahir par les directions actuelles qu'il faut à tout prix balayer pour en revenir au véritable lutte syndicale d'une classe ouvrière dirigée par elle-même, en un front commun de lutte axé sur les comités d'usines, de puits, de bureaux et de quartiers, dont sera conditionnée la victoire.

René DEWARE.

La Vie du Parti

Une école de cadres a eu lieu à Charleroi, les 3 et 4 novembre. Le cde Luis, secrétaire de la IVe Internationale, a fait deux exposés : le 1er sur **La situation internationale après la crise cubaine, et les tâches des Trotskistes**. Le 2e, **Sur la construction du Parti**.

L'énorme richesse de la situation actuelle a été démontrée. D'un côté, l'impérialisme yankee, après avoir préparé tout pour l'invasion à Cuba, a dû rebrousser chemin.

De l'autre côté, la bureaucratie soviétique apparaît aussi en déroute, avec sa marche en arrière. Mais les masses cubaines, les masses du monde, les Etats ouvriers, ne peuvent pas permettre de céder. Cuba continue à avoir leur soutien, et c'est pour cela que l'impérialisme yankee n'osa pas envahir. C'est la direction Kroutchev qui sort ébranlée de son recul, et un nouveau et puissant développement des forces de la révolution politique.

Onze camarades ont assisté à cette école. Plusieurs interventions et questions ont témoigné l'intérêt et le profit très grand que les camarades présents ont pu tirer des cours.

Le 5 novembre, un exposé du cde Luis a été fait à Bruxelles, devant une dizaine de camarades. Les aspects se référant à l'inévitabilité de la guerre et la préparation du mouvement ouvrier et révolutionnaire, des Trotskistes, pour elle, ont été particulièrement développés. Une discussion a suivi l'exposé, et plusieurs aspects se rapportant particulièrement aux problèmes soulevés par la guerre atomique ont été éclaircis aux camarades.

Une édition spéciale de « La Lutte Ouvrière » N° 2, contenant notamment un

appel aux ouvriers liégeois, a été vendu le 24 octobre à la manifestation, les ouvriers de Liège manifestant contre les projets Gilson. Quelques centaines de journaux ont été vendus. De cette façon le POR(T) a marqué sa participation militante à cette action des travailleurs de Liège, qui a été le commencement d'une action nationale unifiée de la classe ouvrière contre les lois anti-grève.

★

Notre Fonds de Soutien

Georges, 20 - Jean-Pierre, 20 - Willy, 100 - Marie-Louise, 300 - François, 50 - Jean, 50 - Fernand, 100 - En vendant des journaux : Edouardo, 55 - Pierre, 90 - René D., 10 - Goujon-de-Quévy, 50 - Willy, 50 - Delasne, 20 - Michel, 20 - Gracie, 100 - Renée, 25 - Otte Arthur, 50 - Fernand, 20 - Emile, 100

Pour vous abonner !

1 an, 30 francs

C.C.P. 9555.79, G. Dache, 61, rue du Bois-de-Lobbes, Gilly.

Pour la correspondance, même adresse

Soutenez et diffusez notre journal

Edit. resp. : G. Dache, 61, rue Bois de Lobbes, Gilly.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LA LUTTE OUVRIÈRE



**Préparons
la grève
générale**

Première année — No 4
Décembre 1962
2 francs

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire — Section Belge de la IVe Internationale (Trotskyiste)

Pour freiner l'offensive capitaliste Vive la grève générale !

Alors que la classe ouvrière commémore l'anniversaire de la grande grève de 1960-1961, elle doit au même moment faire face à une nouvelle offensive capitaliste.

Les projets dits de « maintien de l'ordre » sont au centre d'une offensive capitaliste beaucoup plus vaste qui se développe dans les usines pour imposer une augmentation des rendements, une intensification des rythmes de travail ; une diminution du pouvoir d'achat des salariés du fait de l'augmentation du coût de la vie, du truquage de l'indexation, de la loi fiscale ; contre les droits démocratiques des masses au moyen des lois linguistiques ; contre les droits syndicaux de la classe ouvrière.

La classe ouvrière dont la force est intacte réagit à cette offensive avec des luttes partielles par usine, des actions d'avertissement comme à Liège, à Namur, des meetings, des assemblées dans tout le pays.

Les organisations syndicales et les forces politiques liées à la classe ouvrière se sont prononcées contre les projets de « maintien de l'ordre ».

La bourgeoisie poursuit la réalisation de ses projets avec tous ses moyens. Cette offensive a été préparée avec la participation de la direction du P.S.B. La bourgeoisie compte sur ce parti pour paralyser la résistance ouvrière. L'offensive de la direction Spaak-Collard contre la base du P.S.B., contre le M.P.W., contre « La Gauche » et autres secteurs est un aspect de l'accomplissement de cette besogne.

D'un côté, Spaak rappelle que « le P.S.B. est un parti de gouvernement », Collard, d'un autre, menace avec l'exclusion contre la « double appartenance », faisant jouer la discipline du parti au moment où il s'agit de faire passer les lois sur le « maintien de l'ordre ».

Pour cette offensive, la direction Spaak-Collard s'appuie sur la fai-

blesse et l'esprit conciliateur de la gauche syndicale, du P.S.B., du M.P.W., dans leur opposition uniquement verbale à l'attaque bourgeoise.

Il y a deux ans, la classe ouvrière a montré quelle était sa force, son unité, sa décision de faire échec aux plans bourgeois. Il faut à partir des usines, organiser cette force en lui donnant un centre à l'échelon national.

La grève générale est le moyen de lancer toutes les forces ouvrières unifiées contre le capitalisme pour freiner son offensive en le forçant au retrait des projets Gilson, et pour imposer les revendications ouvrières : la semaine des 40 heures payée comme l'actuelle ; le contrôle ouvrier sur les conditions de travail : diminution des rythmes et des rendements ; l'augmentation des salaires en rapport avec l'augmentation du coût de la vie ; l'égalité de salaire de la femme avec l'homme pour un même travail, des pensions égales au salaire moyen, des services médicaux et pharmaceutiques gratuits pour tous.

La formation dans chaque usine de comités d'usine doit être la forme d'organisation à la base pour imposer la volonté ouvrière aux patrons et aussi aux bureaucrates syndicaux. Les dirigeants syndicaux de la F.G.T.B., le M.P.W., le parti communiste, « la gauche » sont contre les projets de loi du « maintien de l'ordre », mais aucun d'entre-eux ne donne un programme, ne propose des formes de lutte. Face à l'offensive Spaak-Collard, elles restent sur la défensive, sous le prétexte de défendre « l'unité du parti socialiste » comme fait « La Gauche », c'est-à-dire l'unité avec ceux qui mènent l'offensive, avec ceux qui essaient d'imposer « les lois de l'ordre », qui sont ceux qui dirigent ce parti.

Spaak et Collard ne cherchent

(Suite page 2)

Liberté immédiate pour les Camarades Piero Leone et Pasquale Zappone, condamnés à 14 mois de prison en Italie !

Le 1er décembre, un tribunal de Rome a condamné à 14 mois de prison ferme les camarades Piero Leone, directeur de LOTTA OPERA-RIA, organe du Parti Communiste Révolutionnaire Trotskyiste et Pasquale Zappone, militant du P.C.R.(T.). Ces camarades avaient été arrêtés 5 jours avant alors qu'ils distribuaient un tract de la fraction des ouvriers de la construction du P.C.R.(T.), au cours d'un meeting que tenaient les ouvriers de la construction qui mènent une importante lutte pour leurs revendications.

Selon nos informations, c'est l'appel contenu dans ce tract à la formation de groupes ouvrier d'auto-défense face à l'action répressive de la police, qui a provoqué au cours de différentes grèves et manifestations la mort d'ouvriers et d'étudiants ces derniers temps et qui a été retenu comme une incitation subversive.

Cette brutale répression qui s'ouvre contre les camarades italiens montre, premièrement, l'influence croissante du P.C.R.(T.) qui, malgré sa récente formation remontant à quelques mois, a gagné une considérable influence dans les milieux ouvriers du Parti Communiste et dans les milieux syndicaux. « L'Espresso », le plus important hebdomadaire, qui soutient le gouvernement de Centre Gauche, vient de dédier un article mettant en alerte sur l'influence et le caractère « dangereux » de notre Parti. En même temps, une campagne de dénonciations et d'expulsions s'est développée dans le Parti Communiste dont nous informons ce même journal.

D'autre part, cette répression indique la faiblesse politique du gouvernement, le profond mécontentement des masses, l'activité politique du prolétariat qui obligent la bourgeoisie à empêcher l'activité politique révolutionnaire qui est en train de donner expression et centrée à cette matura-

tion. Dans diverses régions italiennes, des prisonniers politiques témoignent de la faiblesse de la collaboration de classe des socialistes et de l'impuissance déjà de Togliatti pour contenir le développement révolutionnaire.

Avec cette répression, avec l'emprisonnement des camarades Leone et Zappone, la bourgeoisie italienne essaie d'intimider les tendances révolutionnaires qui se développent dans toute l'Italie, dans le P.C. et dans les syndicats.

Nous appelons tous les militants ouvriers, communistes, socialistes, révolutionnaires belges, toutes les organisations ouvrières, étudiantes, paysannes, à condamner ces attaques contre les révolutionnaires italiens, à exiger leur liberté. Nous appelons à faire arriver au consulat et au gouvernement italiens des protestations et des demandes de mise en liberté immédiate.

Pleine solidarité avec les camarades trotskistes italiens frappés par la répression ! Pleine solidarité avec les camarades Leone et Zappone, militants d'avant-garde dans le cours nouveau du trotskisme italien, de la montée de la Révolution italienne !

VIVE LE PARTI COMMUNISTE SECTION ITALIENNE DE LA IVe INTERNATIONALE !

LIBERTÉ IMMÉDIATE POUR LEONE ET ZAPPONE !

Note : Nous demandons qu'une copie de toute lettre de protestation soit envoyée à notre adresse qui figure sur le journal.

LA LUTTE OUVRIÈRE.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Le bolchevisme : c'est un programme, une trempe, une morale, une discipline, une politique, une organisation de l'avant-garde préparée et résolue à assaillir le pouvoir.

TROTSKY.

pas autre chose. Ils n'ont aucun lieu d'entraver l'opposition verbale de « La Gauche » et du M.P.W. Eventuellement même, trouvant leur majorité avec les libéraux, la bourgeoisie, ne s'opposerait pas au vote hostile de quelques députés socialistes au Parlement ; à ce que les éléments de gauche des syndicats et du P.S.B. développent une opposition sur le plan parlementaire, dans les organismes de ce parti et des syndicats. Ces opposants en se limitant à une telle action, permettraient que se décharge verbalement — et uniquement avisé — l'opposition et l'indignation de la classe ouvrière. N'organisant pas la véritable lutte de masse aujourd'hui contre le capitalisme, ils sont un frein considérable pour les ouvriers. Ce rôle qu'ils ont déjà joué lors de la grande grève, ils continuent de le jouer. Collard accepte les garanties d'une opposition dans les limites de l'ordre dans les syndicats et dans son parti — tout en maintenant contre eux les menaces d'exclusion par « double appartenance » dans le cas où ils iraient trop loin. Les « gauchistes » cédant devant cet ultimatum ne donnent aucune directive pour l'organisation réelle de la lutte des masses et combattent en même temps tous les militants du Parti Trotskiste, qui donnent cette orientation, qui donnent avec leurs mots d'ordre une expression à l'esprit de lutte des masses. Ils attaquent la gauche des J.G.S. et du P.S.B. faisant la besogne de la droite pour apaiser celle-ci.

La préparation de la lutte, de la grève générale fait apparaître tout comme en 1960-1961 les limites et l'opportunisme de ces courants face aux véritables nécessités et au mûrissement du prolétariat. Pour ces raisons, les dirigeants syndicalistes qui d'une part, se présentent comme opposants aux lois sur le « maintien de l'ordre » et d'autre part, déclarent qu'ils ne sont pas révolutionnaires se font huer dans les meetings comme cela a été le cas à Bruxelles. La classe ouvrière cherche une autre voie. La base de toutes ces organisations, F.G.T.B., C.S.C., socialistes, M.P.W., P.C., « La Gauche », J.G.S. veut lutter.

La grève de 1960-1961 a montré que lutter contre quelques mesures capitalistes ce n'était pas suffisant. Ce qui s'impose, c'est la lutte contre le régime capitaliste et son gouvernement pour un gouvernement ouvrier et paysan. Le P.O.R.(T.) mène en avant cette lutte. La tâche immédiate, face à l'offensive capitaliste est la réalisation du FRONT UNIQUE PROLETARIEN de toutes les organisations syndicales F.G.T.B. et C.S.C., socialistes, de « La Gauche », du M.P.W., du Parti Communiste — contre les lois antiouvrière — pour un programme immédiat de la classe ouvrière et l'organisation de la GREVE GENERALE pour faire triompher ce programme.

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire (section belge de la IVe Internationale) appelle à la formation de ce FRONT UNIQUE, appelle à l'organisation de la GREVE GENERALE.

LA LUTTE OUVRIERE.

Vive le Léninisme et l'opposition de gauche dans le PC italien

La cise du parti communiste italien est très profonde. Elle touche tous les secteurs du parti depuis les stalinien jusqu'à ceux qui expriment plus ou moins confusément la tendance vers des positions révolutionnaires en défense du marxisme révolutionnaire. Ce ne sont pas les résolutions de la direction du parti ou ce qu'écrit « L'Unità » qui peuvent mesurer cette crise. Les militants sont trompés sur la situation du parti, sur la profondeur de l'opposition de gauche, de ce qu'exprime « Vive le Léninisme ».

Il n'y a aucune vie politique interne dans le parti, on ne discute pas librement, on ne permet pas que les positions révolutionnaires soient soutenues, défendues, il n'y a aucune discussion sur le processus objectif révolutionnaire du monde et d'Italie. Pour connaître la situation du parti, les militants doivent recourir à des sources extérieures au parti, à la presse ouvrière et en particulier à « Lotta Operaia », ils doivent déduire des communiqués la réelle tendance des camarades ou des groupes contre lesquels des mesures ont été prises.

LA SIGNIFICATION DES EXCLUSIONS

A la fin du mois d'août, « L'Unità » a publié que la direction du Parti avait exclu trois dirigeants de Padoue, pour avoir diffusé un pamphlet diffamant et fractionnel. Rien de plus. Quelques semaines plus tard, on apprenait que trois autres dirigeants de la Fédération de Padoue avaient été exclus pour les mêmes raisons. On ne parle pas des positions du numéro unique de « Vive le Léninisme », aucune discussion ne fut ouverte sur les positions que ce journal défendait.

Les positions de « Vive le Léninisme » ne sont ni infamantes, ni dénigrantes. Elles sont confuses mais courageuses et audacieuses ; elles montrent la volonté de lutter d'une façon révolutionnaire et de combattre la bureaucratie. Dans la ligne donnée par « Vive le Léninisme », se voit l'influence de la lutte contre la bureaucratie à Cuba : expulsion d'Escalante et de dizaines d'autres dirigeants du Parti communiste à Cuba.

Dans cette crise du Parti communiste italien, la tendance stalinienne constitue la minorité. L'immense majorité des éléments qui l'alimentent proviennent des secteurs qui cherchent à exprimer des positions, des tendances vers une ligne révolutionnaire. « L'Unità » masque ce second aspect et trompe les militants sur la réelle nature de ces tendances et de cette crise. Il est seulement dit que les camarades exclus l'ont été pour déviationnisme et diffamation contre le Parti.

Les membres du Parti communiste, en l'absence d'organes démocratiques et dans l'impossibilité de faire sentir leur propre pression dans le Parti, se voient obligés de rechercher les formes qui permettent de l'exprimer. En vivant dans un climat d'intimidation, de persécution et de menaces, au sein du Parti dont la structure est conçue à cette fin, les militants doivent trouver les moyens de se faire sentir au reste du Parti et de l'ensemble de la classe ouvrière de toute l'Italie.

« VIVE LE LENINISME ».

Quand des militants du P.C.I., comme les auteurs de « Vive le Léninisme » se décident à apparaître publiquement, en faisant face à l'appareil bureaucratique, aux méthodes terroristes et aux risques d'exclusion, c'est que la crise est très profonde. Cela signifie que les conditions objectives et les possibilités concrètes de développement de la tendance marxiste révolutionnaire existent pour la lutte au sein du Parti communiste.

A Padoue, un groupe de militants du Comité Fédéral et de la direction fédérale du Parti communiste, conseillers communaux et provinciaux, ayant le soutien de la base du Parti et des syndicats ouvriers de la Chaussure, ont publié un journal : « Vive le Léninisme ». Ils ont signé de leurs noms : Vincenzo Morvillo, Severino Gambato, Alberto Bucco et Wilson Duse.

La direction de la Fédération de Padoue a expulsé immédiatement trois des quatre signataires. Elle n'a pas expulsé le quatrième qui est un dirigeant ouvrier. Par la suite, elle a exclu trois autres, mais le dirigeant ouvrier ne l'a toujours

pas été. Le numéro unique de « Vive le Léninisme » présente un programme d'opposition politique et idéologique à la direction du Parti, invite à le discuter et à lutter pour le faire approuver par le prochain Congrès du P.C.I.

Tous les camarades exclus étaient des dirigeants ou des fonctionnaires rétribués du Parti ou d'organisations dirigées et contrôlées par le Parti. Lorsque ces membres du Parti communiste envisagent le risque de l'exclusion, ils n'expriment pas leur courage et leur décision personnelle de faire face à la bureaucratie du Parti communiste, mais indirectement, l'insatisfaction, la protestation, le désir d'un secteur très grand du Parti de développer une politique révolutionnaire.

La direction n'a pas encore exclu Severino Gambato, signataire de « Vive le Léninisme », parce qu'il a l'appui des ouvriers de la Chaussure de Vénétie. Dans le Parti communiste, il existe des dizaines et des centaines de militants et de cadres qui veulent rejeter la politique réformiste et opportuniste de la direction du Parti, mais n'en ont pas encore la force, n'en trouvent pas encore le moyen. Ils se sentent prisonniers de l'appareil bureaucratique et policier du Parti. L'attitude audacieuse et politiquement décidée de « Vive le Léninisme » est un exemple décisif pour faire avancer tous ces secteurs militants à la rencontre de la voie et des formes d'union de l'opposition révolutionnaire à la bureaucratie conservatrice, réformiste et conciliatrice du P.C.I.

LES CONTRADICTIONS DE « VIVE LE LENINISME »

Le contenu de « Vive le Léninisme » est contradictoire. La ligne et les intentions sont révolutionnaires. Il condamne la politique réformiste, conciliatrice de la direction bureaucratique du P.C.I. que dirige Togliatti. Mais il reflète aussi la confusion, le manque de clarté dans les idées, dans les méthodes pour atteindre l'objectif proposé.

« Vive le Léninisme » attaque la révision de la théorie sur le caractère de classe de l'Etat que fait Togliatti, la politique réformiste et conciliatrice de la « voie italienne et pacifique au socialisme ». Il rejette la conception du Parti communiste : moyen de pression bureaucratique pour la voie réformiste, comme le propose Togliatti. L'erreur de « Vive le Léninisme » consiste en ce qu'il n'attaque que Togliatti, alors que ses positions sont celles de tout le Parti. Si elles sont plus particulièrement défendues par Togliatti, elles expriment la ligne du Parti communiste. Togliatti peut être remplacé par un autre, mais la ligne, la politique, la conception organisationnelles demeureront les mêmes.

De façon confuse, « Vive le Léninisme » accepte la coexistence pacifique et la possibilité d'empêcher la guerre atomique que l'impérialisme yankee et mondial préparent. Cela c'est la base essentielle du P.C.I. C'est sur cette conception de base que la direction organise le Parti, sur une perspective de réforme du capitalisme et de la coexistence pacifique.

Les camarades de « Vive le Léninisme » déclarent, sans conviction et sans approfondir l'analyse, qu'ils acceptent la coexistence pacifique entre le capitalisme et le socialisme et croient en la possibilité d'éviter la guerre. Dans ce cas, pourquoi revendiquer la position léniniste de l'Etat et de l'organisation du parti bolchévique pour la prise du pouvoir ? S'il était possible d'éviter la guerre et de coexister avec le capitalisme, le Parti ne serait pas nécessaire pour prendre le pouvoir. Le passage du capitalisme au socialisme se réaliserait au cours d'un processus d'intégration et d'ascension permanentes des moyens et des positions socialistes à travers leur graduelle pénétration dans l'Etat capitaliste. Un tel processus ne peut se réaliser.

Cependant, le fond de l'esprit et des intentions exprimées dans les thèses de « Vive le Léninisme » montre une position révolutionnaire de lutte pour abattre l'Etat capitaliste et instaurer le pouvoir prolétarien. Cette position correcte, exposée dans la thèse finale, est en contradiction, en complète opposition avec l'acceptation de la coexistence et de la voie pacifique au socialisme, avec la thé-

se de la possibilité d'éviter la guerre.

En dépit de sa puissance économique, financière et militaire, l'impérialisme yankee ne peut supporter la présence de l'Etat ouvrier et de la révolution socialiste cubaine. S'il risque de déclencher la guerre mondiale atomique en essayant de détruire l'Etat ouvrier, ce n'est pas par crainte de la concurrence économique de Cuba, mais à cause de l'influence sociale et politique que signifient la révolution socialiste et l'Etat ouvrier cubain. L'impérialisme ne peut accepter la coexistence, ni d'un point de vue économique, ni d'un point de vue politique, car il sait qu'il ne peut jouer cette compétition victorieusement. C'est pour cela qu'il prépare la guerre mondiale contre-révolutionnaire.

Togliatti, en tant que représentant du Parti communiste, n'a pas besoin d'un parti révolutionnaire bolchévique pour organiser la révolution prolétarienne et prendre le pouvoir. Il a besoin d'un parti conservateur, réformiste, opportuniste, menant une politique de conciliation avec la bourgeoisie, parce qu'il espère et aspire — comme bureaucrate représentant les intérêts de la bureaucratie de l'U.R.S.S. — substituer le socialisme au capitalisme au moyen de la voie pacifique. Ainsi s'expliquent les réactions violentes et les mesures d'exclusion contre les révolutionnaires et contre les tendances qui se développent vers des positions révolutionnaires.

« VIVE LE LENINISME » DOIT SE DEVELOPPER.

La lutte commencée par « Vive le Léninisme », pour atteindre son objectif, ne doit ni ne peut rester isolée. Les expulsions n'ont pas arrêté le processus de mûrissement de la crise du Parti communiste. Des expressions de celle-ci existent dans toute l'Italie. « Vive le Léninisme » doit poursuivre son activité, continuer à faire paraître son journal, s'étendre à toute l'Italie, développer une intense activité politique, étudier et analyser les documents des tendances révolutionnaires et développer une intense activité révolutionnaire à l'intérieur du Parti. Cette activité stimulera la tendance révolutionnaire qui existe en puissance dans le P.C.I. et qui sera influencée et rendue audacieuse pour entreprendre une lutte dynamique, que ni les appareils ni les Togliatti ne pourront empêcher.

La révolution socialiste cubaine et l'expulsion d'Escalante et de dizaines d'autres dirigeants du Parti communiste cubain démontrent que l'avance permanente de la révolution déborde et écrase tous les appareils conservateurs et bureaucratiques.

L'action nationale de « Vive le Léninisme » stimulera, influencera les groupes, les secteurs et les tendances à l'intérieur et à l'extérieur du Parti communiste. Ils tendront à s'exprimer et à lutter pour des positions révolutionnaires contre le capitalisme et pour un pouvoir prolétarien. En résolvant ses contradictions, en mûrissant sur des positions révolutionnaires, le groupe « Vive le Léninisme » trouvera confiance et sécurité pour s'organiser dans toute l'Italie. La ligne et les intentions de « Vive le Léninisme » sont révolutionnaires. Ils doivent dépasser les contradictions entre l'acceptation de la politique de coexistence pacifique et l'organisation d'un Parti révolutionnaire pour prendre le pouvoir, ceci afin d'harmoniser et de rendre toujours plus cohérente leur position révolutionnaire, pour organiser la tendance marxiste-révolutionnaire sur un programme léniniste-trotskiste de la lutte pour le pouvoir. La bureaucratie du P.C.I. est faible, les exclusions sont un indice de cette faiblesse.

L'audacieuse décision de publier et d'organiser l'activité de « Vive le Léninisme » sont un reflet indirect, de l'énorme combativité des masses exploitées, dont la combativité a été démontrée à Gênes, Livourne, Messine, Bari, Naples, Turin. L'immense majorité de cette masse est constituée par des militants et des électeurs du Parti communiste.

La bureaucratie peut poursuivre ses mesures d'exclusion, celles-ci ne pourront freiner la naissance et le développement constant de tendances et de groupes révolutionnaires qui veulent lutter pour le programme révolutionnaire et pour un Parti communiste révolutionnaire.

F. LUIS.

La crise du P. C. belge

Le monolithisme du P.C.B. s'est rompu : les divergences qui en son sein s'expriment à présent publiquement. Déjà, au début de l'année, un militant du bureau politique, Jacques Grippa, développait dans une « tribune de discussion » du Drapeau Rouge, son opposition à la ligne « révisionniste » de la majorité du bureau.

Il y a quelques semaines, la Fédération Bruxelloise du P.C. publiait une motion soutenant les positions chinoises critiquant la politique krouchtchévienne suivie par le P.C.

Les étudiants communistes manifestent implicitement leur propre choix en consacrant une semaine à la propagande sur les réalisations socialistes en Chine.

En outre, ils acceptent et même recherchent la discussion avec nos camarades trotskistes.

Lors d'une conférence sur Cuba, exposée par un membre « orthodoxe » du Parti Communiste Français, les Etudiants Communistes ne sont jamais intervenus pour défendre l'orateur, malgré la contradiction que menaient les trotskistes.

Pourquoi en est-il ainsi ?

La crise du P.C.B. est l'expression d'une crise du mouvement communiste à l'échelle mondiale.

Devant la montée de la révolution mondiale, la gravité croissante de la menace de guerre, la radicalisation des luttes ouvrières, toutes les théories révisionnistes des dirigeants communistes — suivant fidèlement l'orientation de la bureaucratie soviétique — sont remises en question. Les contradictions de cette politique apparaissent clairement dans les faits :

- l'alliance de toutes « les forces démocratiques » contre la grande bourgeoisie et la voie pacifique vers le socialisme, sont impuissantes à empêcher la fascisation des pays capitalistes.

- la révolution « par étape » est une thèse qui soutient les seuls intérêts bureaucratiques à freiner la révolution. La rapide transformation de Cuba en Etat Socialiste démontre que dans les faits, c'est le contraire qui arrive : la révolution est permanente.

Les forces révolutionnaires se développent dans le monde entier, débordant les cadres et la direction des partis communistes. La révolution cubaine, la révolution algérienne, les luttes des peuples coloniaux se sont menées et s'organisent sans les Partis Communistes et même à leur encontre. L'Etat ouvrier cubain fournit un exemple concret de développement qui contredit toutes les conceptions bureaucratiques d'organisation d'un état ouvrier.

- La coexistence pacifique entre états à système social différent est impossible : la crise cubaine a montré que l'impérialisme est prêt à déclencher la guerre à tout moment.

Les hésitations, les reculades de la bureaucratie soviétique, toutes ses justifications à posteriori lui ont fait perdre beaucoup d'autorité et de prestige. La politique krouchtchévienne a soulevé beaucoup d'opposition de la part de l'Etat Ouvrier Chinois : son exigence d'une attitude ferme devant l'impérialisme se dresse contre la politique conciliatrice et pacifiste de la direction soviétique.

Il en est de même du conflit sino-indien : l'URSS et le PC indien avec le chœur des autres P.C. soutiennent le « neutralisme » de Nehru contre l'agressivité chinoise, alors qu'il s'agit d'une provocation d'un Etat capitaliste contre un Etat ouvrier.

Les affirmations et les « vérités absolues » stalinienne n'ont plus de place aujourd'hui : le militant communiste confronté avec des faits évidents met en doute la ligne politique de ses dirigeants, n'a plus confiance en eux. Depuis le XXème Congrès, la crise d'orientation du mouvement communiste s'aggrave, les divergences s'expriment ouvertement. Les opposants à la ligne politique de la direction ne sont plus exclus simplement.

Cela n'est pas dû à un esprit plus démocratique des dirigeants mais à leur faiblesse grandissante devant les pressions de la base et des événements mondiaux.

Il y a une recherche, encore confuse, peu claire, non organisée vers des positions réellement révolutionnaires.

Les militants qui s'opposent à leur direction n'ont pas un centre de critique, ou d'action pour élaborer une ligne marxiste-révolutionnaire de lutte : la « dureté » chinoise, et aujourd'hui le développement de l'Etat Ouvrier Cubain, sont les noyaux exté-

rieurs qui leur permettent d'exprimer leur méfiance, leur recherche, leurs propres divergences.

Pour cela, la crise qui se développe actuellement, est loin d'être un élément de division des forces révolutionnaires, il s'agit d'un mûrissement de la conscience, de l'esprit révolutionnaire des militants communistes.

Nous appelons les étudiants, les jeunes travailleurs communistes à élargir les discussions avec les trotskystes, à approfondir leur lutte au sein du P.C., à se grouper autour d'un programme conséquent, d'un programme d'ensemble à opposer à leur direction, à se former en une tendance marxiste-révolutionnaire au sein de leur Parti.

Nadine BURY.

Le Salut des Camarades Cubains

« ANNEE DE LA PLANIFICATION »

La Havane, 1er août 1962.

Aux camarades des sections : italienne, française, belge et espagnole de la IVe Internationale, sous la nouvelle direction du Secrétariat International.

Camarades,

Le POR(T), section cubaine de la IVe Internationale, envoie un chaleureux salut trotskiste révolutionnaire à tous les militants des sections de la IVe Internationale sous la nouvelle direction du Secrétariat International, qui, avec une immense ardeur luttent pour l'accélération de l'instauration du socialisme dans le monde entier, laissant s'affronter à l'arrière les révisionnistes et les capitulateurs. Ces derniers, depuis quelque temps, se sont mis en marge des principes donnés par le camarade Léon Trotsky, trahissant ainsi la cause du prolétariat et des masses du monde entier.

La section cubaine envoie un salut de solidarité aux sections européennes qui suivent la ligne tracée par la Conférence Extraordinaire d'avril de cette année et elle adresse un salut spécial à la section italienne pour son effort en vue de sortir son journal : « Lotta Operaia ».

La section cubaine lance un appel à tous les Trotskistes honnêtes pour qu'ils se placent sous le drapeau véritable de la IVe Internationale qui a la grande responsabilité historique de construire l'avant-garde bolchévique capable de réaliser les plus grands efforts pour l'instauration du socialisme sur toute la terre.

La section cubaine adresse également un salut particulier au niveau S.I. pour sa lutte menée afin de former une Internationale à la hauteur de l'actuelle étape révolutionnaire. Nous lui communiquons en même temps que nous avons entrepris une plus large action dans le travail pratique et politique pour l'instauration du Léninisme.

Un chaleureux salut trotskiste révolutionnaire.

Pour le B. P. de la Section Cubaine,
LEON.

LA CONFEDERATION
INTERNATIONALE
DES SYNDICATS « LIBRES »
AU SERVICE
DE L'IMPERIALISME ET
DU CAPITALISME I

Dans le bulletin d'information de la C.I.S.L. n° 21, du 11 novembre, le secrétaire général de cette association à laquelle est affiliée la F.G.T.B., Omer BECU, donne connaissance du télégramme qu'il lui a plu d'adresser le 26 octobre, à U. THANT, secrétaire général des Nations Unies. Le texte de ce télégramme constitue une condamnation ignoble de Cuba et de d'U.R.S.S. dans la menace d'agression dont a été victime le peuple cubain par l'impérialisme yankee. Gageons que ce grand « syndicaliste » qui ne trouve rien à redire aux menaces et aux attaques odieuses dont l'impérialisme yankee a gratifié Cuba, n'a rien de commun avec la classe ouvrière dont il est la honte.

Contre la formule bureaucratique de la poursuite d'avantages particuliers pour les seuls syndiqués

Depuis toute une époque déjà, les milieux dirigeants du syndicalisme sont à la recherche d'une formule magique susceptible d'amener tous les travailleurs au sein du syndicat.

Deux tendances fondamentales se sont manifestées à l'origine sur cette question, l'une portant sur l'affiliation syndicale obligatoire et l'autre sur la poursuite d'avantages particuliers pour les seuls syndiqués.

C'est cette dernière qui finalement s'est imposée, la première s'avérant avoir déjà un passé par trop compromis.

Pourtant, la nouvelle formule, déjà mise en application dans certains secteurs, ne paraît pas vouée à un meilleur sort que son aînée car dès le départ elle implique qu'une partie de la classe — les syndiqués — passe des accords et collabore avec l'ennemi de la classe — le patronat — aux dépens d'une autre partie de la classe — les non-syndiqués — ce qui est contraire à l'esprit même du syndicalisme qui se doit de tout mettre en œuvre pour unifier la classe face à l'ennemi commun — la bourgeoisie — et tracer la voie qui mène au renversement du régime capitaliste et à l'instauration du gouvernement ouvrier et du socialisme ; car dès le départ aussi elle implique la cristallisation de privilèges particuliers au profit d'une certaine catégorie de travailleurs au dépens d'une autre, ce qui aussi est contraire à l'esprit du syndicalisme qui se doit de tout mettre en œuvre pour abolir les privilèges, tous les privilèges, et réaliser l'émancipation complète des travailleurs.

La formule prévoyant des avantages aux seuls syndiqués ne manquera pas de se transformer en élément de discorde et de division, de susciter des antagonismes et des luttes intestines parmi les travailleurs, de freiner et d'affaiblir l'action de classe. Elle fait la part belle au patronat qui pourra s'offrir le luxe d'intervenir comme arbitre et comme élément modérateur parmi les travailleurs, s'ériger en protecteur d'une partie de la classe et tabler sur la division entre syndiqués et non-syndiqués pour accroître son prestige, imposer ses propres solutions et jeter le discrédit sur le syndicat.

S'il y a encore trop de non-syndiqués, c'est parce que la direction syndicale prise dans son ensemble n'a pas été à la hauteur de sa mission et que de ce fait elle n'a pas su mériter la confiance effective et agissante de l'ensemble des travailleurs. C'est parce que trop souvent, pour ne pas dire à chaque occasion, elle a dévié, fractionné ou paralysé les luttes, morcelé, limité ou faussé les revendications ouvrières, et que trop souvent elle s'est compromise avec l'ennemi de classe.

Ce ne sont pas les non-syndiqués mais bien la direction syndicale et celles du P.S.B. et du P.C.B. qui ont trahi et abandonné la classe à la « libération », lors des événements de 1950 et de la grande grève de 60-61. Et ce sont encore des dirigeants syndicaux et du P.S.B. qui ont toléré quand ils ne l'ont pas appuyée effectivement, l'introduction par petits paquets, des éléments réaction-

naires de la sinistre « loi unique », du projet sur la fiscalité, de l'augmentation du budget de guerre et plus particulièrement de la gendarmerie, du truquage de l'index, et qui s'approprient à récidiver une fois de plus à propos des projets de lois sur le « maintien de l'ordre » — lisez plutôt pour le maintien du désordre, de l'oppression et de l'exploitation capitalistes.

Les grandes conquêtes du passé n'ont pu être arrachées à la bourgeoisie que par l'action solidaire, audacieuse et soutenue de l'ensemble des travailleurs.

Cette unité d'action des travailleurs sera encore plus indispensable demain pour faire échec aux projets réactionnaires de la bourgeoisie et de son gouvernement, pour faire face à son appareil de répression, arracher de nouvelles conquêtes et s'engager dans la voie du socialisme. C'est pourquoi nous devons tout faire pour la maintenir et la consolider, ce qui n'est malheureusement pas le cas avec la formule de division préconisée par la bureaucratie syndicale.

Certes nous devons déployer les plus gros efforts en vue de ramener au sein de la F.G.T.B. le plus grand nombre possible de travailleurs, tous les travailleurs, mais cet objectif n'est réalisable, n'est valable et efficace que sur la base des méthodes de classe qui ont fait et continuent de faire leur preuve.

Ce n'est qu'en développant un programme de revendication et d'action audacieux et correspondant pleinement aux aspirations fondamentales des travailleurs, c'est-à-dire clairement orienté dans la perspective d'un renversement du capitalisme, qu'en s'appuyant à fond sur la volonté, la capacité combative de la classe, et en la stimulant, qu'en unifiant les luttes et en les portant sans cesse à des niveaux plus élevés, que le syndicalisme fortifie la conscience de classe, cimente la confiance, l'unité et la solidarité des travailleurs, renforce solidement ses rangs et remplit valablement son rôle.

Manuel FERNANDEZ.

EN VENTE

Suppléments à « Lutte Communiste » CUBA :

- Manifeste de la 2e Conférence du Parti Ouvrier Révolutionnaire (Trotskiste).
- L'Etat Ouvrier Cubain et la Révolution permanente.

J. POSADAS.

N.F. 1

Commande au G.C.P. ou contre envoi de timbres à la Boîte Postale.

LUTTE COMMUNISTE N° 1.

Résolutions de la Conférence extraordinaire de la IVe Internationale d'avril 1962.

N.F. 1.

LUTTE COMMUNISTE N° 2.

Résolution de la Conférence Constitutive de la Section Espagnole.

N.F. 1.

N'oubliez pas notre

Fonds de Soutien

La concentration nationale des femmes métallurgistes

Le 19 novembre, à la Maison des Mutualités à Bruxelles, se sont réunies les déléguées des femmes métallurgistes, venant des principales usines et des différentes régions du Pays. La centrale des métallurgistes avait convoqué cette réunion.

Celle-ci n'a pas été précédée d'une discussion à la base et, pour la plupart, il n'y a pas eu une vraie élection des déléguées par les autres ouvrières. Mais cette réunion, ainsi que d'autres réunions partielles et locales, ou le dernier conflit des ACEC de Charleroi, montrent une volonté croissante des ouvrières de développer leur lutte contre l'exploitation dont nous sommes victimes.

Nous avons entendu à cette réunion, les exposés faits par les dirigeants nationaux de la FGTB. On a informé qu'il y a 500.000 ouvrières salariées, dont 40.000 métallurgistes. Les ouvrières de la métallurgie, gagnent en moyenne 165 F par jour, tandis que le salaire moyen masculin est de 270 F. Il y a un accroissement de la main-d'œuvre féminine, mais l'organisation sociale continue à donner aux femmes le poids du ménage.

Les patrons ne veulent pas changer cette situation. Ils argumentent sur le caractère d'appoint qu'aurait le salaire de la femme dans le budget du ménage, sur le manque de formation professionnelle. Les dirigeants syndicaux ont été sensibles à ce dernier point de l'argumentation patronale et ont beaucoup insisté dans le besoin d'un enseignement technique, etc., et en même temps, ils sont entrés dans le jeu patronal des discussions sur les critères différents pour juger la qualification féminine par rapport à ceux qui sont appliqués pour les hommes. Si ce critère patronal est adopté, on maintiendra l'infériorité des salaires, malgré l'acceptation formelle du salaire égal à travail égal.

Même cette égalisation est promise par étapes, comme des acomptes, jusqu'au 1er janvier 1965.

Nous autres, les ouvrières, ne pouvons pas accepter cela. Notre salaire n'est pas un salaire d'appoint, mais un besoin, étant donnée la misère des salaires tant masculins que féminins devant le coût de la vie. Mais, ce qui est plus important, c'est que notre travail à l'usine n'est pas un travail d'appoint. Le patron ne nous fait pas cadeau d'une seule minute et même nous enlève celles auxquelles nous avons droit. Et c'est pour ce travail qu'il doit nous payer, le reste ne le regarde pas.

Nous ne pouvons pas accepter non plus des différences de catégories pour un travail identique à celui des hommes. Les patrons proposent un système de qualification en 7 classes, dont 4 seraient inférieures à celle du manoeuvre masculin spécialisé, et la formation professionnelle, etc.

Nous devons être payées pour notre travail : à travail égal, salaire égal. Le patron nous a employées avec notre formation professionnelle actuelle, et c'est pour le travail que nous fournissons actuellement que nous devons être payées.

Enfin nous ne pouvons accepter que le salaire que nous devons recevoir nous soit payé dans 2 ans ou plus. Nous devons demander l'égalité immédiate.

Dans la réunion à laquelle nous assistions plusieurs ouvrières ont demandé la lutte pour des augmentations immédiates, un plan d'action et une date bien déterminée pour passer à la lutte. On a parlé d'une grève générale des femmes.

Cette mobilisation des femmes ouvrières n'est pas et ne doit pas être une action allant à l'encontre de la lutte des hommes. Toute cette mobilisation doit mettre au premier plan de la lutte revendicative les revendications des femmes, toujours oubliées. Elle doit incorporer à la lutte syndicale toute la force jusqu'à maintenant mobilisée d'une minime partie des ouvrières. Mais ce doit être pour développer, renforcer et unifier la force d'ensemble de la classe ouvrière face au patronat. Le salaire égal à travail égal est dans l'intérêt, de l'ensemble des ouvriers. Les patrons utilisent les bas salaires des femmes pour exercer une pression sur les salaires masculins, pour substituer aux hommes des femmes plus mal payées.

Cette mobilisation doit se manifester dans une participation accrue des femmes dans la vie syndicale, dans la formation de comités d'usine, dans une mobilisation de la

réaction qu'attaque l'ensemble des travailleurs.

Un dernier argument des patrons est qu'ils ne peuvent pas améliorer le salaire des femmes parce que cela les désavantagerait par rapport au capitalisme européen. Ça, c'est leur affaire. Mais les syndicats doivent organiser aussi cette lutte à l'échelle internationale, la lutte des ouvrières européennes pour l'alignement de leur salaire sur les salaires masculins.

Nathalie DEVOS.

Réaction combative des ouvriers et enseignants bruxellois

Lors du meeting organisé par la F.G.T.B. de Bruxelles sur le sujet « du maintien de l'ordre ».

Les ouvriers et enseignants ont répondu en masse, près de deux milliers de personnes ont assisté à ce meeting avec l'espoir que les organisateurs donneraient des mots d'ordre concrets pour empêcher ces lois réactionnaires de passer.

M. Debunne a fait un long exposé sur le contenu des « lois du maintien de l'ordre ». A la fin le public s'impatientait et a réagi en criant « On veut agir », « La démocratie bourgeoise c'est une pourriture » « Ne parlez pas pour la presse ». L'orateur devant ces réactions qui démontrent la ferme volonté de lutte immédiate des travailleurs furieux devant la poussée ouvrière il s'écria : « Moi je ne suis pas révolutionnaire ! » Il a été hué par toute la salle, c'était une atmosphère à hostilité montante envers ces poltrons de la sociale-démocratie qui ne donnent jamais une orientation anti-capitaliste valable.

Lorsque M. Brouhon s'est levé pour essayer de calmer la masse, il a été chahuté « cumularde », « pas de budget à la gendarmerie ». Brouhon n'a pas su placer un mot et le meeting s'est terminé ainsi, le public est sorti très mécontent.

A cette occasion, le comité régional de Bruxelles du P.O.R.(T.) a édité un tract appelant à la préparation de la grève générale, quand les camarades trotskystes les ont distribués à la sortie ils ont été très bien accueillis par les travailleurs, ils disaient « c'est pour la grève » et après avoir jeté un rapide coup d'œil ils s'écriaient « enfin voilà un parti qui propose d'organiser la grève générale ».

Toutes ces réflexions démontrent l'état d'esprit des travailleurs, leur ferme volonté d'agir dans une lutte véritablement anti-capitaliste.

Toutes les directions du mouvement ouvrier sont contre ces lois, mais aucune ne propose une action valable pour les arrêter, seul le P.O.R.(T.) propose l'organisation de la grève générale qui est la seule arme efficace de la classe ouvrière pour mettre en déroute les plans capitalistes qu'ils s'efforcent de mettre au point avec la complicité flagrante du P.S.B. dans la politique gouvernementale.

Gustave DACHE.

Soutenez et diffusez notre journal

Conférence à la Maison du Peuple de Gilly

Le samedi 8 décembre a eu lieu comme annoncé la conférence commémorative du camarade Léon Lesoil pour son action révolutionnaire internationale qu'il déploya durant toute sa vie.

C'est sous la présidence du camarade Edouardo H. que s'ouvrit la conférence.

Il nous retraça ce qu'a été la vie du révolutionnaire Léon Lesoil, dès l'âge de 13 ans, s'éveilla à la vie politique pendant la première guerre mondiale. A la fin de la première guerre mondiale s'accomplira chez Lesoil ce que l'on peut appeler le grand tournant de sa vie. En 1916, il avait été envoyé en Russie avec la mission militaire belge pour renforcer le front russe. Quelques mois plus tard, en février 1917, éclatait la Révolution russe. Lesoil en vécut toutes les péripéties. Avec son infaillible instinct de justice, il ne tarda pas à comprendre la portée réelle de l'événement. Il comprit que les bolchéviks — aussi ca lomniés à ce moment que les trotskystes sous le règne de Staline — exprimaient les aspirations les plus profondes du peuple russe.

Son corps d'armée ayant dû quitter la Russie, il fut acheminé vers Vladivostok en Amérique. Là, dans une assemblée d'officiers de toutes les nations alliées, où il était question de recruter des hommes pour la croisade contre le bolchevisme, Lesoil se leva pour combattre cette proposition et prit hautement la défense des bolchéviks et du régime des Soviets. Cela lui valut l'expulsion immédiate du pays.

Jusqu'à la fin de sa vie, Lesoil restera pour le prolétariat belge le porte-drapeau du communisme authentique. Derrière son maître Trotsky, dont il fut un ami personnel, il défendra sans la moindre défaillance l'héritage de Lénine contre tous les renégats.

Le camarade Edouardo termina son exposé en disant que le plus bel hommage que l'on pourrait rendre à Lesoil c'est de continuer la lutte révolutionnaire internationale qu'il a entreprise et la mener jusqu'à la victoire finale.

Ensuite ce fut le camarade Gustave Dache qui parla au nom des jeunes Trotskyistes. Nous les jeunes du parti nous n'avons pas eu l'occasion de connaître notre regretté camarade Léon Lesoil, mais ce qui est important de connaître c'est que nous savons que la vie de Lesoil a été un complet dévouement à la cause de la classe ouvrière.

Puisse l'exemple sublime qu'il nous a donné rester pour nous tous une leçon de courage et d'héroïsme.

Des militants tels que Trotsky, Lesoil et beaucoup d'autres détruits physiquement par le capitalisme et le stalinisme pour avoir mené une lutte révolutionnaire, ne meurent pas; le trotskysme reste et restera vivant tant qu'il n'aura pas accompli sa tâche historique qui est la destruction complète du capitalisme et l'instauration de la société communiste mondiale définie par Marx, Engels, Lénine, Trotsky.

Au cours de l'histoire du mouvement ouvrier international, malgré les chocs, les grands bouleversements, les accusations, les destructions physiques, le trotskysme a résisté et a survécu et il restera toujours la seule arme valable pour abattre le reste du capitalisme mondial.

Toutes les autres théories ont été détruites, il reste encore maintenant deux théories qui théoriquement et pratiquement n'ont jamais été valables, c'est le réformisme et la coexistence pacifique.

En ce qui concerne la coexistence pacifique chère à la bureaucratie, aujourd'hui la démonstration est faite qu'elle n'a jamais eu aucune valeur. Le P.C. de Cuba sous les ordres de la Bureaucratie soviétique a été dès le début contre la révolution cubaine en soutenant Batista contre Fidel Castro, le P.C. a purement et simplement joué le rôle de contre-révolutionnaire.

Mais, malgré cela la révolution cubaine s'est développée et a triomphé non par la coexistence pacifique avec Batista, mais par la révolution violente d'un prolétariat en armes.

Déjà bien avant le XXe congrès il y a une crise profonde dans les P.C., mais celle-ci se développa de plus en plus lors du XXIIe congrès avec la condamnation de Staline comme le fossoyeur de la Révolution d'Octobre. La révolution politique dans les Etats ouvriers, la puissante pression des masses, poussent la crise à un niveau très élevé, le différend entre la Chine et

l'URSS en est la cristallisation.

Le développement de cette crise ne saurait être que favorable pour le trotskysme.

Les militants de base dans les P.C. ont à choisir, suivre la bureaucratie sur la voie de la coexistence pacifique et ne prendre le pouvoir nul part, ou faire comme à Cuba prendre le pouvoir par la voie de la révolution violente seul moyen efficace.

Pour ce qui est du réformisme de la sociale démocratie pour montrer son caractère de social patriote, traite il n'est, même pas question de dépasser notre frontière, on pourrait parler de la SFIO, mais c'est inutile. Dès l'apparition de la « Loi Unique » la classe ouvrière a sorti dans la rue de façon magnifique et contre la volonté de toutes les directions traditionnelles, c'est seulement 24 heures après la grève que ces directions ont appris avec terreur que la grève générale avait éclaté en Belgique.

Maintenant toutes les directions traditionnelles du mouvement ouvrier s'opposent en paroles vides de contenu de classe au projet dit « maintien de l'ordre », mais aucune direction ne propose des moyens efficaces pour l'arrêter, seule le P.O.R.(T.) propose l'organisation de la grève générale.

Le camarade Dache a tenu à rendre hommage aux camarades qui ont partagé les luttes avec Lesoil, qui ont maintenu leurs positions après la mort de Lesoil et nous apportent aujourd'hui dans la reformation du P.O.R.(T.) leur expérience et leur exemple.

Il montra que par pure coïncidence alors que nous commémorons l'action révolutionnaire internationaliste de Lesoil, des militants révolutionnaires de la nouvelle génération sont arrêtés et condamnés à 14 mois de prison en Italie pour leur lutte courageuse contre le capitalisme italien. Cela montre l'influence croissante du Parti Communiste Italien (Trotskyiste).

Nathalie DEVOS.

Notre Presse

CUBA
VOZ PROLETARIA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Montes N° 12, esq. Zulueta AP. 11 - Piso 2 — LA HABANA.

CHILI
VANGUARDIA PROLETARIA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Casilla 14054 — SANTIAGO DE CHILE.

PEROU
VOZ OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Apartado 35 — BARRANCO LIMA.

ARGENTINE
VOZ PROLETARIA, organe du Partido Obrero (T.) - Centenario Uruguayo 1751 — LANUS — PCIA de BUENOS AIRES.

BRESIL
FRENTE OPERARIA - Caixa Postal 4562 — SAO-PAULO.

BOLIVIE
LUCHA OBRERA, organe du Partido Revolucionario — LA PAZ.

URUGUAY
FRENTE OBRERO, organe du Partido Obrero Revolucionario - SAN FRUCTUOSO 1781 — MONTEVIDEO.

MEXIQUE
VOZ OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - APDO POSTAL 1370 - AD. de CORREOS N° 1 — MEXICO D.F.

ITALIE
LOTTA OPERAIA, organe du Partido Comunista Rivoluzionario - Casella Postale 5059 — ROMA — OSTIENSE.

ESPAGNE
LUCHA OBRERA, organe du Partido Obrero Revolucionario - Manuel FERNANDEZ, 160, rue Potagère — BRUXELLES (Belgique).

REVISTA MARXISTA LATINO-AMERICANA - Casilla 1204 - Correo Central — MONTEVIDEO (Uruguay).

CUARTA INTERNACIONAL, organe du Comité Ejecutivo de la IVe Internationale — MONTEVIDEO (Uruguay).

FRANCE
LUTTE COMMUNISTE, organe du Parti Communiste Révolutionnaire. F. Teyssier, B. P. 81-04 Paris.

Pour vous abonner !

1 an, 30 francs

C.C.P. 9555.99, G. Dache,
147, rue Bayet, Charleroi-Nord

Pour la correspondance,
même adresse

Edit. resp. :
G. Dache, 61, rue Bois de Lobbes, Gilly.